ISSN 0024-7650

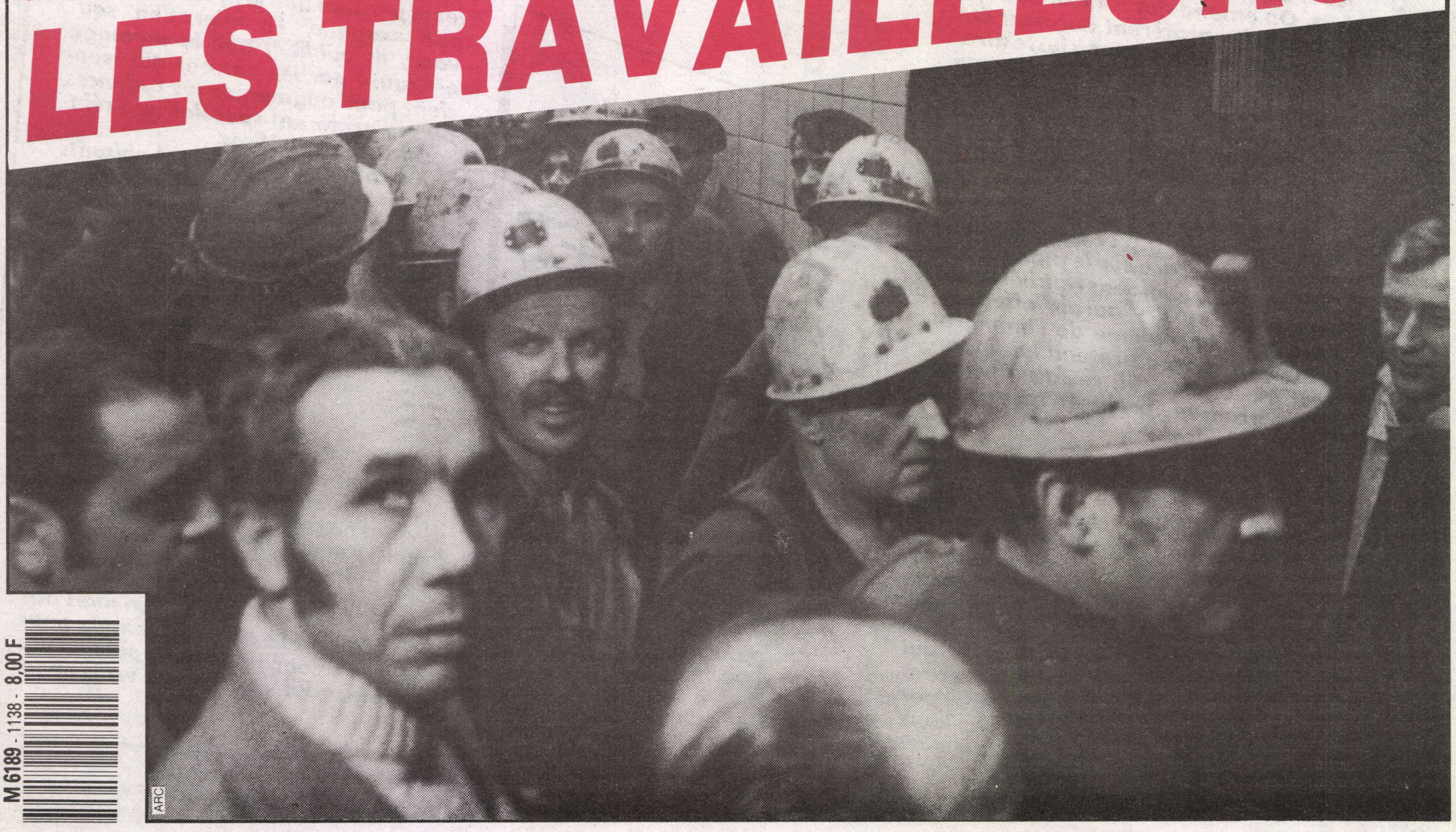
lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 138 - 6 avril 1990 - prix : 8 F

La "table ronde" de Rocard

AFP

L'IMMIGRATION, UN FAUX PROBLEME POUR DIVISER LES TRAVAILLEURS



ARC

M 6189 - 1138 - 8,00 F

La table ronde de Rocard

L'IMMIGRATION, UN FAUX PROBLÈME

Rocard, en sa qualité de Premier ministre, a réuni les partis représentés au Parlement, ceux de gauche comme ceux de droite – à l'exception du Front National –, et il les réunira de nouveau en mai. Cette «table ronde» avait été annoncée comme une initiative pour lancer un «plan antiraciste» ; il a suffi d'une réunion pour qu'on apprenne qu'elle sera en fait consacrée aux «problèmes de l'immigration». Rocard n'a fait aucune difficulté pour accepter ce changement d'appellation, pourtant dénoncé le matin même par son ministre Joxe.

Autrement dit, d'après tous ces gens-là, ce qui pose problème n'est pas le racisme mais les immigrés. Voilà sur quelle idée sont en train de converger partis de gauche et partis de droite !

Le «problème de l'immigration» serait donc devenu, à en croire les discours des politiciens, le problème principal du pays. C'est qu'ils ne veulent pas être en reste. Depuis quelque temps les sentiments racistes s'expriment plus haut et plus fort. On entend des réflexions dont ceux qui les profèrent auraient été eux-mêmes honteux, et à juste titre, il y a quelques années. C'est ce qui explique que les amis de Le Pen aient enregistré quelques résultats en augmentation, y compris dans les villes populaires, lors des dernières élections partielles.

Alors, parce qu'ils sentent le vent souffler de ce côté et qu'ils ne veulent pas y perdre sur le plan électoral, tous ces politiciens renchérissent sur le fait qu'il y aurait, effectivement, un «problème de l'immigration», et chacun prétend lui apporter sa solution. Et, ce faisant, tous renforcent les préjugés racistes ou anti-immigrés.

★ ★ ★

Bien entendu, tous savent que c'est un faux problème. Ce qu'ils veulent, ce sont les voix des naïfs et des imbéciles. Quant à l'immigration, ils savent très bien qu'elle dépend avant tout des besoins des patrons et que ce sont ceux-ci qui décideront, en fonction de leurs propres intérêts, s'il faut la développer ou la restreindre. Elle est d'ailleurs en diminution depuis quelques années, tout comme la part de la main-d'œuvre étrangère employée en France, justement parce que les patrons en ont moins besoin, pour l'instant en tout cas.

Le Pen lui-même est le premier à le savoir, ce milliardaire dont la fortune vient en grande partie de l'héritage d'un patron de cimenterie... c'est-à-dire du fait d'avoir employé des travailleurs immigrés !

Il y a soixante ans, les travailleurs allemands, eux aussi, ont cru Hitler et ses promesses de les débarrasser des «étrangers». Eh bien, c'est eux qu'il a envoyés par millions mourir sur un sol étranger, tandis que c'est sous le nazisme que l'Allemagne a eu sur son sol le plus grand nombre de travailleurs étrangers, prisonniers, déportés, volontaires forcés amenés par millions dans les camps, les usines et les champs pour remplacer les travailleurs allemands partis à la bataille. Les patrons y ont trouvé leur compte mais les travailleurs, allemands ou pas, n'y ont trouvé que l'horreur.

★ ★ ★

Sans doute on n'en est pas là. Mais tous les politiciens français, de gauche comme de droite, se sont engagés sur la même pente de démagogie insidieuse.

Giscard et Chirac sont tombés d'accord, au cours des «Etats généraux» de l'opposition, pour demander que l'on supprime certaines allocations aux travailleurs n'ayant pas la nationalité française. Ils savent que ce serait profondément injuste puisque les travailleurs immigrés comme les autres payent leurs impôts et leurs cotisations sociales. Ils savent aussi que cela ne changerait rien pour les travailleurs français dont lesdites allocations n'en seraient même pas augmentées – ils se gardent d'ailleurs bien d'évoquer une telle possibilité. Mais ils savent aussi qu'agiter de telles idées peut rapporter des voix, l'exemple de Le Pen le montre.

Si la gauche n'en est pas encore à proposer de telles mesures, le consensus que recherche Rocard avec la droite l'entraîne sur la même pente. Car lui aussi sait que, aussi longtemps que certains se persuadent que le problème réside dans de prétendues allocations excessives touchées par les immigrés, ils oublient de poser le vrai problème qui est celui de leurs propres allocations et de leurs propres salaires.

POUR DIVISER LES TRAVAILLEURS

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Et bien sûr, tant que des travailleurs pensent que le problème c'est, par exemple, l'immigration sauvage, ils oublient que le chômage est causé par les patrons qui licencient pour augmenter les cadences ou qui préfèrent spéculer que réinvestir leurs bénéfices.

Exactement comme les habitants des cités populaires qui croient que les dégradations y sont causées par la famille nombreuse immigrée qui fait du bruit à côté oublient que la transformation de ces cités en taudis est due d'abord à la façon dont elles ont été construites et dont on les entretient.

★ ★ ★

Non, l'immigration n'est pas le problème. Les vrais problèmes ce sont les salaires, les conditions de vie et de travail. Et travailleurs français comme immigrés nous avons les mêmes.

Mais c'est pour cela que tous ces politiciens, d'abord Le Pen mais pas seulement Le Pen, essaient de nous diviser pour nous faire oublier nos vrais problèmes, et nos vrais ennemis.

Le congrès du Front National à Nice

PLUS ÇA SENT LE POURRI, PLUS L'EXTRÊME-DROITE EST SATISFAITE

Le 8e congrès du Front National s'est déroulé sans grande surprise à Nice où il s'est achevé dimanche 1er avril. Réélu par acclamation, Le Pen, son «Führer», comme prévu y a fait fureur. Grande messe ou messe noire, ce fut une nouvelle fois l'occasion de revenir sur les thèmes principaux de l'extrême-droite, à savoir les discours xénophobes, racistes et anti-immigrés, ces discours qui valent aujourd'hui au Front National d'être dans le vent au moment où, des égoûts de la société française, ça refoule de plus en plus fort de ces miasmes.

C'est ainsi qu'on a pu entendre Marie-France Stirbois dire : *«Faisons des bébés français mais avec des Françaises»*. Ce n'était sans doute pas pour appeler à passer à l'acte sur place même, mais pour que Michel Debré saisisse la nuance. Puis c'est Bernard Antony, un scribouillard, dont le pseudonyme est Romain Marie, qui a reproclamé *«produisons français avec des Français»*, histoire de surenchérir sur Georges Marchais, mais sûrement pas de prendre la place, lui, d'un travailleur immigré.

On a pu entendre aussi un invité d'honneur, l'ex-Waffen SS Franz Schonhueber – celui qui tente en Allemagne d'aujourd'hui de constituer un parti d'extrême-droite à l'égal du Front National – se faire applaudir à tout rompre. Ça, c'est pour ceux qui croient que Le Pen en veut à tous les étrangers.

Plus nouveau, bien que pas surprenant, fut la tentative de se faire un nouveau «look» en se réclamant de l'écologie et du social, ajoutant au fonds de commerce électoral traditionnel des thèmes plus propres à attirer un électorat jusque-là plutôt de gauche. Le programme de Le Pen est ce que lui renvoie l'écho, pourrait-on dire pour paraphraser ce que Trotsky disait à propos d'Hitler. Excursion vers l'électorat de gauche, cela n'empêche pas le Front National de se vouloir toujours *«la droite nationale»*, et de tout faire pour attirer ce qui lui fournit le contingent principal d'électeurs jusqu'à présent, la clientèle traditionnelle du RPR et de l'UDF.

Après les derniers succès dans les élections partielles où les scores du Front National sont généralement en hausse, après le vent de panique créé dans le milieu des autres politiciens qui se mettent maintenant à vouloir rattraper Le Pen sur le terrain de l'immigration, l'extrême-droite ne se sent plus de joie. Et pour bien marquer sa nouvelle situation, le congrès du Front National se voulait d'ailleurs sous le signe de *«la conquête du pouvoir»*. Le Pen n'a pas manqué l'occasion de marquer des points à l'égard de cette droite qui lui file au train, notamment en ironisant sur le compte de Giscard d'Estaing, disant qu'il *«préfère être élu sur nos idées que battu sur les siennes»*, tout en ajoutant que *«les gens préfèrent l'original à la copie»*.

Il est bien vrai qu'en épousant les thèmes du Front National et en tentant de le concurrencer sur son terrain, la droite classique – ou même la gauche quand elle agite, elle aussi, le prétendu problème de l'immigration – ont de fortes chances de le renforcer plutôt que de l'affaiblir. Et en tout état de cause, ce sont les idées de l'extrême-droite dont ils font la promotion. Peu importe alors de savoir de quelle étiquette peuvent se réclamer les politiciens en question. Car ils tirent la société française du même côté, et de toute façon le résultat est le même.

Louis GUILBERT

Reflets peu reluisants de notre société.

(AFP)

Rémunérations dans la Fonction publique :

L'État-Patron bloque les salaires

Les syndicats de fonctionnaires avaient annoncé qu'ils refuseraient de discuter avec le gouvernement sur les salaires de 1990, aussi longtemps que les comptes de 1989 ne seraient pas apurés. Ils considèrent en effet que l'année dernière le compte n'est pas bon entre l'augmentation officielle des prix et celle des salaires. La différence est de 1,7% et le gouvernement ne propose que 0,7% de rattrapage. Ce qui équivaut à vouloir faire perdre 1 % de leur pouvoir d'achat aux salariés de l'Etat pour 1989, perte qui vient s'ajouter à toutes celles survenues depuis des années avec le blocage des salaires.

Devant le refus des syndicats – FO ayant même envisagé *"une semaine d'action pouvant aller jusqu'à la grève"* – le gouvernement a alors annoncé unilatéralement et sans concertation autour du tapis vert, une augmentation de 1,2% à compter du 1er avril, *"à valoir sur les mesures qui seront décidées dans le cadre de la négociation salariale pour 1990"*.

Rien de tel pour piquer les fédérations syndicales que de faire mine de passer par dessus elles. Pour les six fédérations (FO, CFDT, FEN, CFTC, CGC, et Autonomes) qui font un front commun – dont elles excluent jusque-là la CGT – cela s'est traduit par l'annonce qu'elles allaient se réunir pour décider *"une réplique très forte"*. Bigre ! Il y a de la journée d'action dans l'air. Une date a été annoncée : le 26 avril. Si ce n'est que ça, il n'y a quand même pas de quoi faire trembler un gouvernement, même socialiste.

Ceci dit, les salariés de la Fonction publique auraient raison de saisir toutes les possibilités de montrer qu'ils ne sont pas décidés à se laisser faire. Et il n'est pas encore prouvé qu'ils n'aient pas envie d'exprimer plus fort leur colère que ce qu'annonce le carnet des six syndicats.

Quant aux salariés du secteur privé qui auraient pu entendre Mitterrand parler de *"réduire les inégalités sociales"*, ils peuvent voir dès à présent de quelle façon le gouvernement donne l'exemple aux patrons du privé avec ses salariés.

L.G.

Le CNPF et le problème des retraites complémentaires :

APRÈS L'ÉTAT, LES PATRONS REFUSENT LE FINANCEMENT DU SUR-COÛT DE LA RETRAITE À 60 ANS

Le CNPF a dénoncé l'accord de 1983 sur le financement des garanties de ressources et des retraites complémentaires à 60 ans. Il le fait après que le gouvernement a lui-même annoncé qu'il ne prolongerait pas au-delà de mars 1990 sa contribution.

Lorsque, pour masquer le chômage, le gouvernement avait décrété en 1983 la retraite à 60 ans, il avait prévu pour sept ans de participer pour un tiers au financement nécessaire à combler le trou ainsi provoqué dans les caisses de retraite complémentaire, les deux autres tiers étant financés par les salariés et les entreprises par le biais d'un prélèvement de deux pour cent de l'assurance chômage.

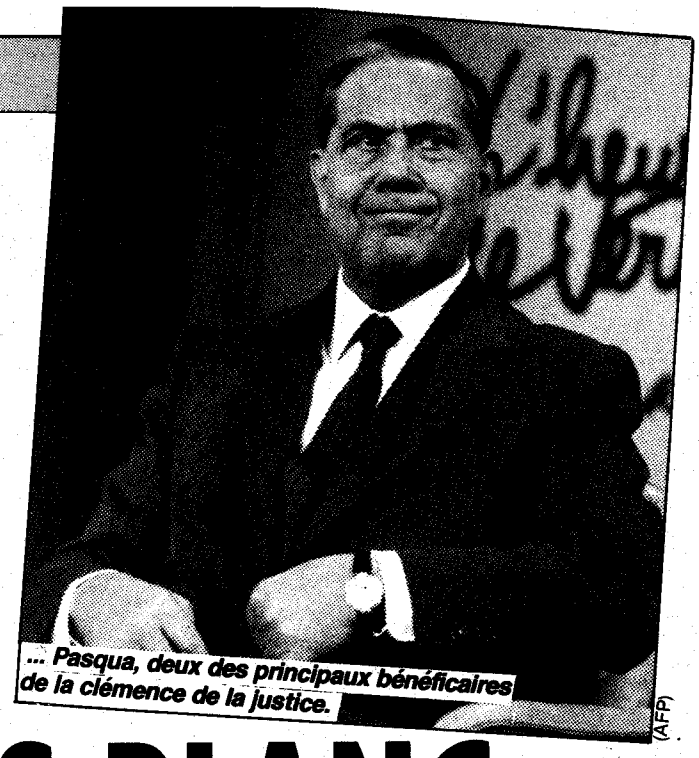
On nous dit aujourd'hui que cette dénonciation de l'accord par le patronat, faisant suite à celle de l'Etat, ne change rien dans l'immédiat, et que les prestations des retraités seront versées à taux plein jusqu'au 30 juin 1991. Mais après ?

Si les patrons ne veulent pas payer et l'Etat non plus, nul doute que c'est sur le dos des travailleurs ou celui des retraités que la question sera réglée. Soit que les cotisations seront augmentées, soit que les retraités seront réduites, soit que l'âge de la retraite sera repoussé, soit encore que des mesures seront prises dans ces trois directions à la fois.

Cela fait longtemps d'ailleurs qu'on nous prépare à cela, psychologiquement et politiquement. Reste à savoir si, d'ici au 30 juin 1991, les travailleurs eux aussi ne se seront pas préparés... à ne pas se laisser faire !

Nucci... (AFP)

Amnistie et non-lieux dans l'affaire des fausses factures



... Pasqua, deux des principaux bénéficaires de la clémence de la justice. (AFP)

LA JUSTICE LAVE PLUS BLANC

C'est avec un certain aplomb, pour ne pas dire un certain culot que, mercredi 28 mars, des non-lieux ou l'application de la récente loi d'amnistie ont été requis dans les affaires de fausses factures du Sud-Est, concernant le financement des partis politiques.

Pour ces affaires, trente-six personnes avaient été inculpées : des dirigeants d'une des plus grandes entreprises de construction du pays, la SAE, et sa filiale, la SORMAE, ainsi que des hommes politiques de droite et de gauche, responsables de bureaux d'études qui prélevaient au passage des commissions sur les marchés d'urbanisme afin d'alimenter les caisses des partis politiques.

Désormais donc, tout ce beau monde peut être rassuré – si tant qu'il ait jamais eu une quelconque inquiétude – la justice s'est portée à son secours, aidée en cela par la loi d'amnistie votée à la fin de l'année dernière. Mais les choses ne sont peut-être pas encore définitivement tranchées (quoique...), puisqu'une dernière cour de justice doit statuer le 2 mai prochain.

Et dire que cette loi avait été prise soi-disant pour moraliser la vie politique ! On nous expliquait alors qu'il fallait mettre fin à la jungle qui régnait en ce domaine et qui, bien sûr, profitait aux plus riches ; d'où la nécessité d'une loi prévoyant un financement, prétendûment transparent et en partie public, des partis. Et comme pour l'avenir la solution avait été trouvée, on pouvait, grâce à une amnistie justement, oublier le passé, c'est-à-dire les bureaux d'études bidon, les sociétés-écran, les fausses factures, les dessous-de-table et autres moyens illicites qui permettaient aux partis de remplir leurs caisses.

Lorsque la loi d'amnistie fut votée, les députés n'osèrent pas s'auto-amnistier directement. Furent donc exclus du champ de l'amnistie ceux des parlementaires qui avaient tiré, de la situation antérieure, des bénéfices personnels. C'était faire preuve d'une certaine hypocrisie tout de même, car en amnistiant les délits commis par les intermédiaires, on vidait du même coup les dossiers d'enquêtes ou d'instruction pouvant concerner des élus. Mais il y avait là une faille par où le doigt de la justice pouvait pénétrer.

Seulement, il semblerait que les magistrats n'ont aucune envie de s'en prendre aux hommes politiques en place, ni à ceux de l'opposition d'ailleurs, suivant en cela les vœux exprimés par les responsables du gouvernement. Alors, quoi d'étonnant à ce qu'un certain Jean Victor Cordonnier, premier adjoint socialiste du maire de Marseille jusqu'en mars 1989, ait bénéficié d'un non-lieu, bien que l'enquête ait établi qu'il avait fait effectuer à son domicile des travaux *«offerts par la SORMAE»* pour un montant de 278 887 F. Non-lieu encore pour Roland Nungesser, maire RPR de Nogent-sur-Marne, dont le cas était semblable, puisqu'il s'agissait de travaux effectués dans une résidence secondaire.

Comme quoi la justice n'avait même pas besoin de la loi d'amnistie pour justifier sa clémence envers des accusés appartenant tous au monde des affaires et des grands partis politiques.

Et s'il fallait la preuve que tous ces non-lieux ne sont pas des bavures, c'est Pierre Arpaillange, le ministre de la Justice, qui vient de l'administrer. Après que, dans l'affaire du Carrefour du Développement, l'avocat général a requis un non-lieu pour Nucci (ancien ministre socialiste de la Coopération), Arpaillange s'est empressé de faire savoir qu'il ne saisirait pas le Parlement en vue d'éventuelles poursuites à l'encontre de Pasqua pour l'affaire du «faux-passeport», en marge du scandale dans lequel Nucci justement était mouillé jusqu'au cou. S'expliquant sur sa position, le ministre de la Justice vient de déclarer : *«Je ne voudrais pas que l'on puisse avoir l'impression (...) que la justice interviendrait lorsqu'il s'agit de l'opinion politique de certaines personnes et agirait, dans un cas, d'une manière et, dans d'autres cas, d'une autre manière»*. On ne saurait être plus net.

Et après tout cela, on nous expliquera que, dans ce pays, la justice est indépendante des pouvoirs en place et qu'elle tient la balance égale entre tous les justiciables. La balance certainement pas ? Voire ! Mais son glaive qui s'abat bien plus souvent et durement sur les plus démunis.

Georges LATTIER

QUAND LA POLICE DES POLICES EST TOLÉRANTE

Les quatre policiers inculpés d'association de malfaiteurs, suite aux attentats racistes contre des foyers Sonacotra de la Côte-d'Azur, qui avaient fait un mort et douze blessés en décembre 1988, sont toujours en liberté. Suspendûs de leurs fonctions en ... janvier 1990, ils sont en passe d'être révoqués.

Difficile de faire moins. Il ne s'agit pas de simples «bavures», mais de crimes répétés et prémédités.

S'ils sont révoqués, ils pourront encore se recycler dans les services secrets. Là, leurs agissements bénéficieront en outre du sceau du secret !

L'ARMÉE FRANÇAISE AU SECOURS D'UN DICTATEUR

L'armée française renforce son dispositif au Tchad par l'envoi de 15 avions de combat et de transport supplémentaires, en renfort des 1 000 soldats français qui y stationnent toujours.

Tout cela pour appuyer le dictateur Hissène Habré aux prises avec la guérilla.

Le gouvernement français applaudit à l'écroulement de certains régimes de dictature... à l'Est, mais quand il s'agit des ex-possessions françaises en Afrique, les paras français sont toujours là.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
LE HAVRE
Samedi 21 avril
à partir de 18 h
Salle des Fêtes
de Bléville

Un week-end à réserver
PENTECÔTE 90
LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
aura lieu comme tous les ans
à Presles (Val-d'Oise)
Samedi 2
Dimanche 3
Lundi 4 juin

LITUANIE

DE LA DÉMONSTRATION DE FORCE À LA NÉGOCIATION

«Occupants, dehors !» affichent les manifestants lituaniens à Vilnius le 2 avril.

Après avoir parlé d'une période de «tension», la presse parle maintenant de «détente» entre le Parlement lituanien et le pouvoir central soviétique. L'agence *Tass* a présenté comme un recul le dernier message adressé à Gorbatchev par Landsbergis, le président lituanien, message qui est un modèle de langage diplomatique et de prudence.

Landsbergis n'est pas revenu formellement sur la déclaration d'indépendance votée par le Parlement lituanien et que Gorbatchev lui demandait de faire annuler, la considérant comme illégale car elle ne respectait pas les règles – pas encore écrites ! – de la Constitution soviétique. Mais dans l'épreuve de force engagée entre le pouvoir central et le Parlement lituanien, Gorbatchev a tout de même fait reculer les indépendantistes lituaniens au pouvoir. Il les oblige à négocier dans le cadre des lois que le Soviet Suprême de l'URSS est en train de voter. Ces lois prévoiraient entre autres, pour qu'une république puisse sortir de l'Union, un délai de 5 ans et la nécessité d'organiser un référendum qui obtiendrait une majorité des deux tiers.

Gorbatchev a amené les indépendantistes lituaniens à cette situation en les empêchant de rendre leurs décisions effectives, ou plutôt de faire passer dans les faits la moindre de leurs déclarations de principe.

Ainsi, après avoir soutenu les soldats lituaniens qui désertaient l'Armée rouge, Landsbergis a dû leur conseiller de regagner leur caserne, devant la menace du gouvernement soviétique de les considérer comme déserteurs après le 24 mars. De même, l'annonce de la création d'une monnaie lituanienne est restée sans suite, comme restent sans suite, pour le moment, les projets concernant l'économie du pays. Par exemple, le 24 mars, le nouveau ministre lituanien après avoir déclaré dans une interview télévisée, qu'il était *«pour la privatisation de toute l'industrie»*, ajoutait aussitôt, après la question : *«Mais l'URSS considère que les entreprises lui appartiennent»*, qu'il *«ne ferait rien pour mettre de l'huile sur le feu. Il ne peut être question que d'un règlement global et ensuite d'un rachat ou de prise en location bail de ces entreprises»*.

Evidemment, Gorbatchev a exercé des pressions importantes pour arriver à ce résultat. L'Armée rouge s'est montrée plus que largement dans les rues de Vilnius. Elle a pris position dans un certain nombre de bâtiments administratifs, puis dans les imprimeries et dans les locaux de la télévision. La Lituanie a d'autre part été menacée de sanctions économiques. Le gouvernement soviétique a annoncé qu'il allait interdire l'accès de la République aux étrangers *«pour raisons de sécurité»* et a incité la minorité de langue russe à organiser d'assez imposantes manifestations contre la sortie de l'URSS.

Dans certaines circonstances, ce genre de pressions, au lieu d'intimider une population et de faire reculer ses dirigeants, peut exaspérer le sentiment national. Mais ce sentiment, qui s'est manifesté par la victoire électorale récente des indépendantistes, reste au moins pour l'instant très modéré dans son expression.

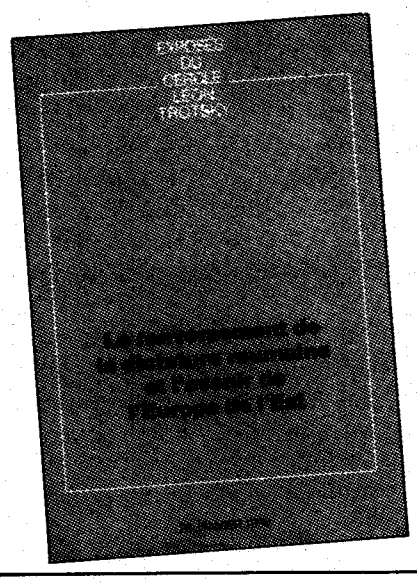
La majorité des Lituaniens souhaitent l'indépendance, mais ces derniers mois ils ont dû déchanter quant aux perspectives d'appuis occidentaux. Les dirigeants occidentaux ne se sont précipités ni pour aider économiquement la Lituanie ou y investir, ni pour reconnaître son indépendance, lui demandant de régler d'abord ses affaires avec Gorbatchev.

D'autre part, si nombre de Lituaniens ne voient sans doute pas comment rompre les liens économiques avec l'URSS – entre autres parce que la majorité des entreprises lituaniennes travaillent pour l'armée soviétique –, ils souhaitent sans doute encore moins que cette indépendance entraîne une rupture, qui signifierait la coupure avec les parents, les amis que la plupart, après cinquante ans d'intégration dans l'URSS, ont aux quatre coins du pays.

Alors, peut-être Landsbergis saura-t-il négocier les virages nécessaires. Sinon, il y a en réserve le chef du Parti Communiste indépendantiste Brazauskas. Pour Gorbatchev, l'essentiel est d'empêcher que la Lituanie ne devienne un exemple pour les autres républiques qui seraient tentées, comme elle, d'imposer leur indépendance comme un état de fait au pouvoir central. Quant à négocier un nouveau type de relations entre la Lituanie, et peut-être d'autres républiques, et l'URSS, Gorbatchev semble sinon le souhaiter, du moins être prêt à l'accepter. A condition que ce soit lui qui fixe les règles du jeu !

Sylvie FRIEDAM

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY



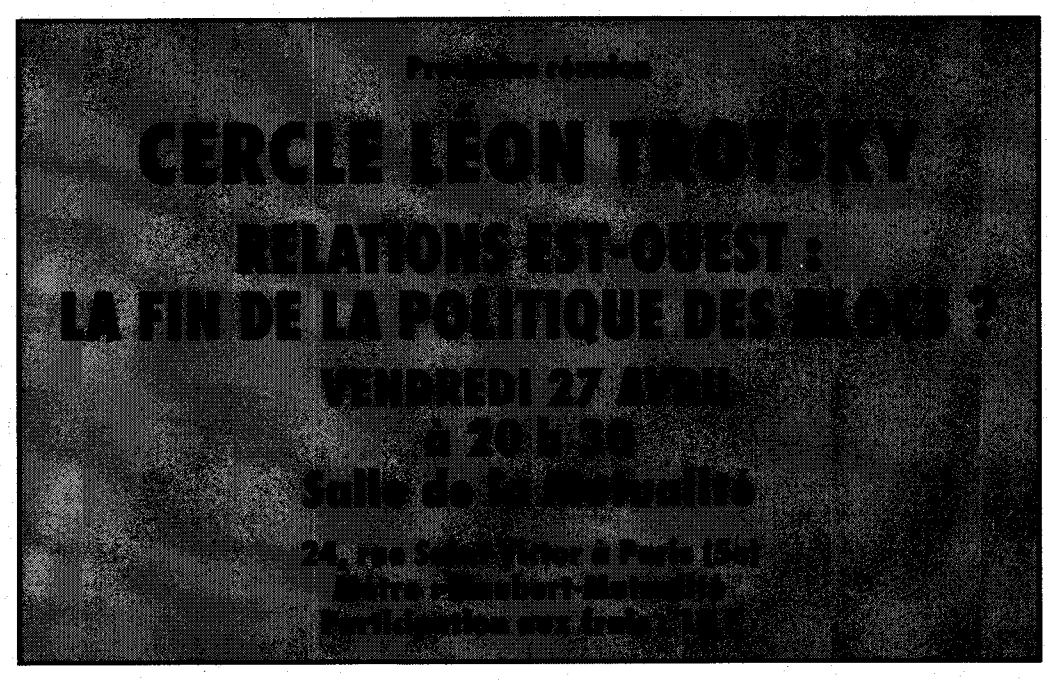
LES BROCHURES DU CERCLE LEON TROTSKY

Le texte de l'exposé du Cercle Léon Trotsky du 26 janvier 1990 est paru, sous le titre :

LE RENVERSEMENT DE LA DICTATURE ROUMAINE ET L'AVENR DE L'EUROPE DE L'EST

Prix : 10 F

Envoi contre 20 F en timbres.



Turquie

UNE MONTÉE DE LA COMBATIVITÉ OUVRIÈRE

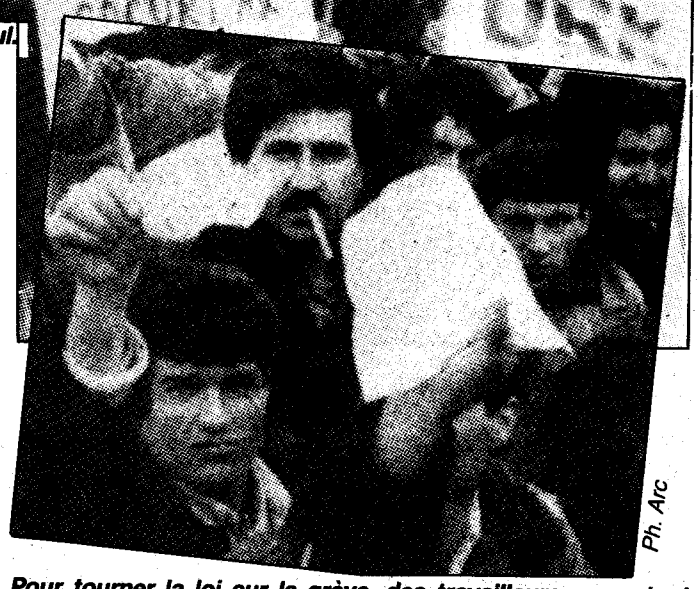
Après des années de dictature militaire, la Turquie est revenue depuis plusieurs années à un gouvernement «civil». Autrement dit, comme cela a déjà été le cas à plusieurs reprises dans l'histoire du pays, les militaires n'occupent plus le devant de la scène et laissent le soin de le faire à des hommes politiques bourgeois qui leur servent de paravent. C'est dans ces conditions qu'ont été installés au pouvoir l'actuel président de la République, Turgut Ozal, et son parti, l'ANAP, chargés d'accréditer à l'extérieur l'image d'une Turquie pourvue d'un régime «démocratique».

Le problème pour la bourgeoisie turque est que la population, la classe ouvrière notamment, qui a subi une aggravation profonde de ses conditions de vie, ne se contente pas de ces apparences. Elle veut lui imposer des concessions réelles.

Il y a un an, en mars 1989, la déroute électorale qu'a connue l'ANAP, le parti d'Ozal – déroute qui ne l'empêche pas d'exercer toujours le pouvoir – en a été une première indication. Mais le développement des grèves ouvrières a été tout aussi notable.

Ph. Arc

Manifestation le 3 mars à Istanbul.



Ph. Arc

Pour tourner la loi sur la grève, des travailleurs se portent malades collectivement. Certains brandissent leur arrêt-maladie.

La classe ouvrière, qui avait vécu le choc du coup d'Etat militaire de septembre 1980 et avait perdu une grande partie de ses acquis, a su vaincre sa peur et dépasser les obstacles mis en place par le régime militaire. Depuis plus d'un an, elle a mené de nombreux mouvements : des grands comme les grèves de Seka (papeterie), de la sidérurgie ou récemment d'Aselsan... et des centaines dans des petites entreprises. Ces combats étaient pour des augmentations de salaire, pour imposer le libre choix des syndicats, contre des licenciements, ou pour améliorer les conditions de travail.

A travers ces combats, les travailleurs prennent de plus en plus conscience de leur force, mais en même temps commencent à comprendre les limites de ces actions. C'est ainsi que l'idée d'une grève générale commence à faire son chemin, poussée par la base et en partie reprise par les syndicalistes. De plus en plus, de grandes manifestations de travailleurs ont lieu dans de grandes villes industrielles : en février 1990, une telle manifestation a eu lieu à Adana. S. Yilmaz, le dirigeant du syndicat pro-gouvernemental Turk-Is a été hué par des travailleurs. De même le 3 mars, des milliers de travailleurs ont manifesté à Istanbul et à Izmir pour protester contre les salaires de misère et contre les injustices. Les travailleurs criaient : *«Les pères sont au chômage et les enfants ont faim», «Nous sommes ouvriers, nous sommes forts quand nous sommes unis», «Non à la faim, non au chômage», «Travailleurs tous ensemble pour la grève générale».*

Cette poussée pour la grève générale est tellement sensible que même le quotidien pro-patronal à grand tirage *Gunaydin* s'est senti obligé de le noter récemment en première page.

Cette année des conventions collectives concernant près de 800 000 travailleurs doivent être renouvelées. A la base une méfiance se manifeste ouvertement contre la bureaucratie syndicale. Et l'on a vu, par exemple, les travailleurs de la municipalité d'Istanbul créer un Comité de travailleurs sous leur contrôle.

Une partie de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat montrent des signes d'inquiétude. Toute une campagne a été menée pendant des semaines par les moyens d'informations pour convaincre les travailleurs que la paix sociale est nécessaire à la Turquie car le bien de l'économie voudrait dire nécessairement celui des travailleurs !

Il est vrai que ceux-ci ne sont guère dupes de cette campagne ; il en faudrait plus pour les faire renoncer à leurs revendications. Ainsi le quotidien *Milliyet* du 15 mars écrivait que *«32 825 travailleurs des cimenteries et du secteur agricole se préparent à la grève»*, que *«aux usines de pneus Goodyear la grève est déjà installée»* et que *«les usines Pirelli et Lassa ont pris la décision de se mettre en grève».*

D'autres couches sociales aussi entrent en lutte. Les manifestations des étudiants deviennent presque quotidiennes, malgré les arrestations et les brutalités policières. Les paysans ont également franchi le pas les 14 et 15 février après l'annonce des prix du tabac fixés par le gouvernement, prévoyant des augmentations de 34 à 48 % seulement ; presque moitié moins que l'inflation. Dans la région d'Izmir, des dizaines de cultivateurs sont descendus dans la rue. Dans la petite ville d'Aksehir, plus de 20 000 cultivateurs ont saccagé les bureaux et les centres des grossistes et se sont battus avec la police.

C'est donc une situation sociale tendue que connaît la Turquie aujourd'hui. Et derrière ses prétentions à maintenir la façade d'un gouvernement civil, voire «démocratique», on peut parier que la bourgeoisie, en liaison avec l'appareil d'Etat et l'armée, est prête s'il le faut à recourir à des moyens plus radicaux pour faire régner son «ordre». Et les travailleurs devront trouver les moyens de lui répondre.

Julien SILVA

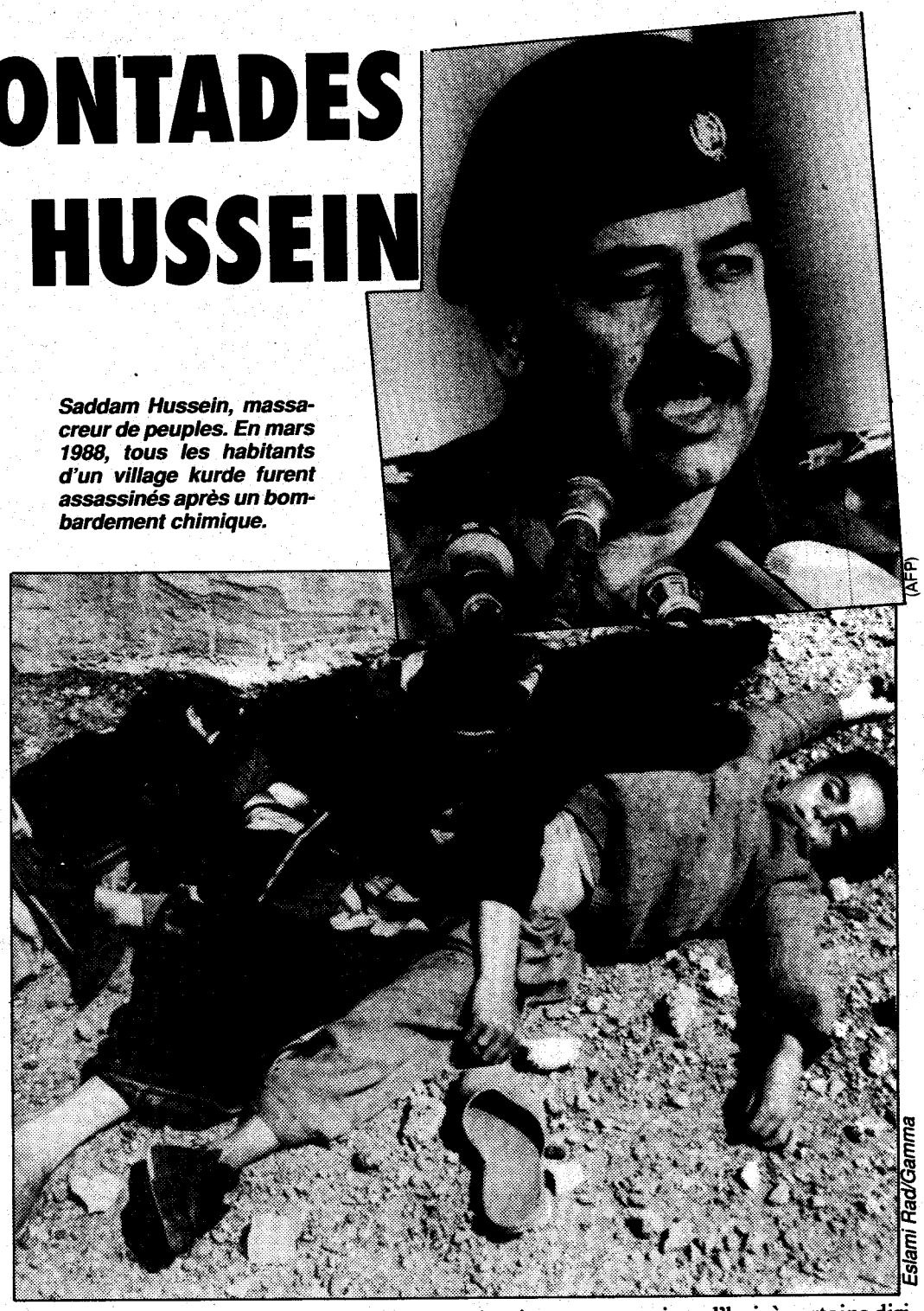
ASSASSINATS POLITIQUES

Le 7 mars dernier, un journaliste connu du quotidien *Hurriyet* était assassiné en plein jour ainsi que son chauffeur, tout comme le 31 janvier dernier le professeur M. Aksoy. Dans les deux cas, la police n'a rien trouvé, mais, selon la presse, au moment de l'assassinat du journaliste de *Hurriyet*, une voiture de police banalisée se serait trouvée non loin de là ; elle serait partie juste après le meurtre.

L'assassinat politique et la provocation font partie, en Turquie, des traditions des groupes d'extrême-droite, souvent ouvertement manipulés par la police. Ce n'est certainement pas un hasard s'ils refont surface en cette période, au moment où la situation sociale paraît plus tendue.

Irak

LES RODOMONTADES DE SADDAM HUSSEIN



Saddam Hussein, massacreur de peuples. En mars 1988, tous les habitants d'un village kurde furent assassinés après un bombardement chimique.

(AFP)

Eslami Rad/Gamma

«Si Israël tente quoi que ce soit contre l'Irak, je m'engage devant dieu à détruire par le feu la moitié de ce pays». C'est par cette déclaration tonitruante que le dictateur irakien Saddam Hussein a marqué, lundi 2 avril, son allocution radio-diffusée au pays, ajoutant : «Si Israël nous menace par l'arme atomique, nous les exterminerons par l'arme chimique». Saddam Hussein répondait ainsi à la saisie, la semaine dernière à l'aéroport de Londres, de détonateurs en partance pour Bagdad et qui auraient été destinés à la fabrication d'une bombe atomique irakienne. Qu'on se le dise donc : si l'Irak n'a pas la bombe atomique, il a l'arme chimique et peut faire avec autant de dégâts.

On peut se demander surtout : pourquoi ces rodomontades soudaines de la part de Saddam Hussein ? Elles s'ajoutent à d'autres, malheureusement pas seulement verbales, comme l'exécution du journaliste britannique Farzad Bazoft, qui a entraîné des frictions accrues avec la Grande-Bretagne, ou des exécutions d'opposants qui ont fait moins de bruit. Le régime irakien semble décidément s'engager dans la voie des surenchères nationalistes et guerrières. Et de ce point de vue, Israël comme la Grande-Bretagne sont des cibles toutes trouvées, même s'il n'a l'intention de déclencher les hostilités ni avec l'un, ni avec l'autre.

C'est peut-être là tout simplement la réponse de Saddam Hussein à ses difficultés. Pendant les huit ans qu'a duré la guerre avec l'Iran, le régime a pu se servir du conflit militaire pour imposer sa dictature et briser toute opposition. En même temps il a bénéficié des crédits à fonds perdus des pays occidentaux, en premier lieu la France, accordés pour lui permettre de tenir tête au régime de Khomeiny. Mais aujourd'hui, les bailleurs de fonds se font plus réticents et l'Irak rembourse difficilement la dette contractée pendant la guerre. Et si, dans un premier temps, Saddam Hussein a pu se présenter devant la population irakienne comme le vainqueur du conflit, aujourd'hui celle-ci peut constater qu'après les efforts pour remporter la victoire, elle doit poursuivre les efforts, cette fois pour payer l'ardoise de Saddam Hussein...

Alors, pour gouverner, Saddam Hussein a sans doute de nouveau besoin de recourir à l'exaltation guerrière. Si ce n'est plus contre l'Iran, ce sera contre Israël... Mais l'enjeu est le même : sauver à tout prix sa dictature, quoi qu'il en coûte à la population.

Cela est à rapprocher d'ailleurs d'une mesure comme l'abolition de tout châtiment pour le meurtre d'une femme adultère, annoncée récemment, qui témoigne de la complaisance croissante à l'égard de l'intégrisme et semble confirmer le durcissement réactionnaire d'un régime déjà particulièrement sanglant ; mais si cher, encore aujourd'hui, à certains dirigeants occidentaux, français par exemple.

André FRYS

Israël

(AFP)

L'EMPRISE DES RABBINS ET DES GÉNÉRAUX

Après l'éclatement le mois dernier de la coalition gouvernementale entre les travaillistes et le Likoud, la crise gouvernementale israélienne n'est pas près de se terminer. Aucun des deux grands partis n'a une majorité au Parlement. Pour en avoir une, il leur faut s'assurer l'appoint des députés des partis religieux. Et ceux-ci en profitent pour faire monter les enchères.

La crise gouvernementale a éclaté sur la question de la mise en route des négociations sur l'avenir des territoires occupés. Mais ce n'est pas de ça que discutent les partis religieux en question. Avant de constituer une coalition, ils veulent voir quel parti leur donnera le plus de prérogatives et de subventions. Moyennant quoi, avant même qu'ils se soient engagés d'un côté ou de l'autre, les subventions pleuvent. La Commission du budget, dominée par le Likoud, vient ainsi d'accorder aux écoles juives orthodoxes des subventions trois fois plus importantes que l'an passé. Mais la crise gouvernementale n'est pas résolue pour autant : il subsiste des divergences théologiques entre deux partis religieux, qui ne veulent en aucun cas siéger dans le même ministère !

Un nouveau gouvernement finira-t-il par voir le jour et, dans ce cas, s'orientera-t-il vers un règlement du problème des territoires occupés ? Rien n'est encore moins sûr, d'autant que de toute façon ni le Likoud, ni même les travaillistes ne montrent encore d'intentions claires sur ce plan.

Mais ce qui est sûr, c'est que, quelle que soit l'issue de la crise, les partis religieux en sortiront avec des prérogatives accrues, dont ils se serviront pour accroître encore leur poids dans la société. Comme c'est le cas d'ailleurs depuis les débuts de l'Etat d'Israël, dans lequel l'idéologie réactionnaire des rabbins – pas différente au fond de celle des intégristes tant dénoncés comme «fanatiques»... quand ils sont musulmans – n'a cessé de développer son emprise au point d'empoisonner la vie de tous.

Il en résulte en tout cas qu'un règlement dans les territoires occupés n'est pas non plus pour demain. Avec toutes les conséquences que cela comporte pour les Palestiniens, après deux ans et quatre mois d'«Intifada», mais aussi pour les israéliens eux-mêmes qui supportent humainement et économiquement le poids des opérations militaires.

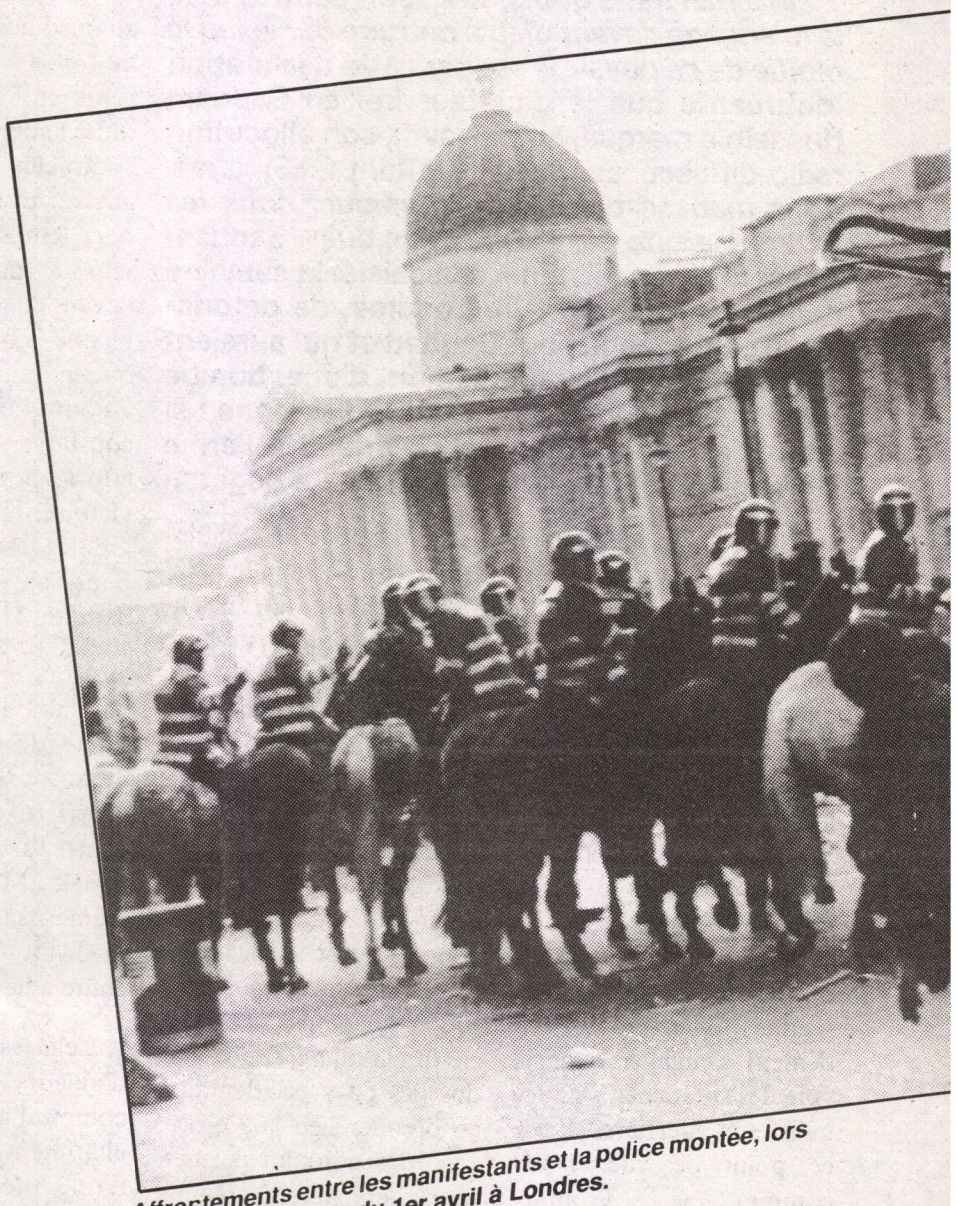
Soumission aux chefs militaires et à toute la pourriture qu'entraîne la conduite d'une véritable guerre coloniale, soumission à l'intégrisme des rabbins, voilà donc le programme pour la population israélienne. Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre, cela n'a jamais été si vrai.

A.F.

Contre le poll tax
LA VAGUE DE COLÈRE

Grande-Bretagne

Le ton a monté contre le gouvernement Thatcher le 31 mars à Londres. Les quelque cent mille manifestants qui ont défilé ce jour-là ne s'étaient pas déplacés pour le plaisir de la promenade. Ils étaient déterminés à montrer leur colère contre le poll tax – l'impôt scélérat de Thatcher. C'est ce qu'ils ont fait, d'une façon qu'on n'avait pas vue depuis longtemps en Grande-Bretagne. Et peut-être la force et la détermination qui s'y sont exprimées ouvrent-elles d'autres perspectives – l'occasion pour la classe ouvrière de retrouver la confiance en ses propres forces qui lui a tant fait défaut depuis des années.



Affrontements entre les manifestants et la police montée, lors de la manifestation du 1er avril à Londres.

A bien des égards la manifestation du 31 mars a été exceptionnelle. Pas tant par le nombre des manifestants car ce n'est pas la plus importante qu'on ait vue à Londres depuis l'arrivée au pouvoir de Thatcher, loin s'en faut.

Mais c'est incontestablement la première fois que l'on voit tant de manifestants répondre à un appel qui n'a pas été lancé par les appareils politiques et syndicaux traditionnels, et qui n'a pas même reçu leur soutien.

Elles étaient en effet peu nombreuses les traditionnelles bannières des sections syndicales et travaillistes locales qui, d'ordinaire, accompagnent toute les grandes manifestations dans le pays. Si les appareils n'ont pas explicitement appelé à boycotter la manifestation, la consigne a néanmoins circulé à tous les niveaux qu'il serait mal venu d'apporter la caution indirecte du parti travailliste et des syndicats en y déployant les bannières. Et si les militants syndicaux et travaillistes étaient en nombre parmi les manifestants, ils ont en général observé les consignes des appareils.

Mais cette manifestation avait également autre chose d'exceptionnel. Pour la première fois depuis la grève des mineurs de 1984-1985, elle a attiré un public réellement ouvrier, bien plus large et bien plus populaire que le milieu politisé qui fournit le gros du contingent des manifestations habituelles. Mieux, pour la première fois sans doute depuis les émeutes du début des années 1980, la jeunesse ouvrière y était massivement présente.

LUTTE DE CLASSE N° 31 VIENT DE PARAÎTRE

AU SOMMAIRE

Allemagnes
La classe ouvrière et la réunification

Panama-Nicaragua
La mainmise américaine sur l'Amérique centrale

Etats-Unis
Collaboration de classe à l'américaine ou à la japonaise ?

Italie
Un Parti Communiste qui veut devenir autre «chose»

CONTRE THATCHER ET LA RICHESSE INSOLENTE DES RICHES

Pendant plus de sept heures, c'est moins le poll tax que Thatcher qui a été la cible des manifestants, tant dans la profusion de chansons de circonstance que dans les slogans improvisés lancés par les manifestants. L'un des slogans les plus repris disait par exemple : *«Ceausescu, on t'a eu, Thatcher, c'est ton tour»*. Et ceux qui le reprenaient avec le plus d'entrain n'étaient pas des militants ou sympathisants d'extrême-gauche, mais de jeunes ouvriers ou chômeurs descendus des banlieues londoniennes, de ceux qui disent d'ordinaire que «la politique c'est pas pour moi».

Lorsque le cortège est passé près du 10 Downing Street, résidence officielle de Thatcher et siège de son cabinet, c'est tout naturellement que, malgré les consignes contraires des organisateurs, des milliers de manifestants se sont agglutinés devant les cordons de protection de la police. Et lorsque celle-ci a finalement chargé pour se dégager, le millier de jeunes qui ont tenu tête, forçant la police à reculer à plusieurs reprises à coups de projectiles divers, n'étaient pas les «conspirateurs anarchistes» décrits avec horreur par la presse à sensation et les huiles de la police, mais des jeunes qui avaient des comptes à régler avec le pouvoir et n'entendaient pas se laisser bousculer par ses représentants en un pareil moment.

Plus tard, lorsque la police a chargé pour disperser les manifestants après le meeting final sur la place de Trafalgar Square, les unités d'intervention à cheval se sont heurtées à une foule de jeunes, et parfois de moins jeunes, résolus à ne pas céder le terrain et qui ont tenu tête jusque tard dans la soirée. Pour la première fois depuis les années 1930, on a vu de vraies scènes d'émeutes dans les quartiers chics de Londres. Et ce sont les immeubles de bureaux prestigieux de Trafalgar Square et les magasins ultra-luxueux de Regent Street, l'équivalent londonien de l'avenue de l'Opéra, qui en ont fait les frais.

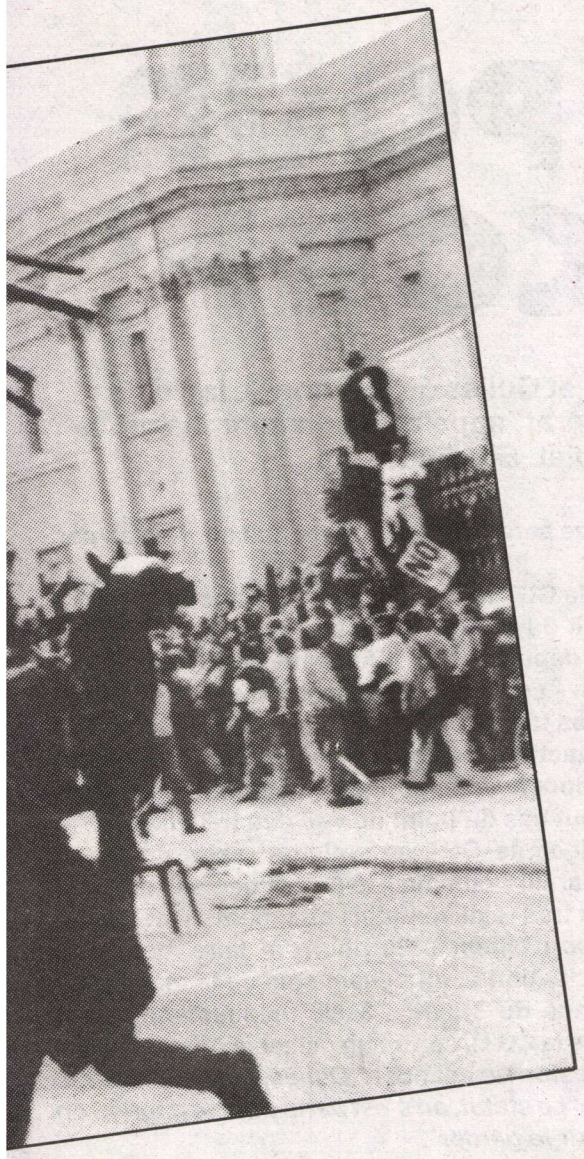
Il faut vraiment toute l'hypocrisie des politiciens anglais pour verser des larmes sur le sort de ces *«pauvres»* boutiquiers qui n'ont fait après tout que payer, pour une fois, après s'être enrichis pendant tant d'années de l'appauvrissement des travailleurs. Et encore, on peut gager que les assurances y pourvoiront !

EMBARRAS DANS LA CLASSE POLITIQUE

En fait personne, ni dans la classe politique ni même parmi les organisateurs, ne paraît avoir prévu ni une telle assistance, ni une telle colère.

Au cours du meeting final de la manifestation, on a vu le leader de la gauche travailliste Tony Benn interrompre son discours sur la nécessité de défier la loi en refusant de payer le poll tax pour dénoncer les manifestants qui s'affrontaient avec la police devant le 10 Downing Street. Après lui d'autres se sont succédé sur le même thème, enjoignant les manifestants à la dispersion. Parmi eux, Tommy Sheridan, le président de la Fédération des comités anti-poll tax organisatrice de la manifestation, et

ATTEINDRA-T-ELLE THATCHER ?



(AFP)

Dave Nellist, député travailliste de Coventry, tous deux membres connus de la tendance du parti travailliste regroupée autour du journal *Militant* qui se réclame des idées trotskystes.

Dès le lendemain dimanche, Roy Hattersley, ministre de l'Intérieur du cabinet «fantôme» du parti travailliste, ainsi que son homologue conservateur en place, sont sortis de leur repos dominical pour dénoncer en termes identiques les violences de l'extrême-gauche et appelaient à de sévères condamnations pénales contre les fauteurs de troubles. En même temps la police et la presse ont développé avec force fioritures la thèse d'un complot anarchiste.

Mais dès le lundi 2 avril, l'embarras de la classe politique s'est fait jour. Contrairement à toutes les traditions, Thatcher a laissé à ses ministres le soin d'agiter l'épouvantail anarchiste, axant toutes ses interventions contre les 30 députés travaillistes qui «*donnent le mauvais exemple*» en appelant à enfreindre la loi en refusant de payer.

De son côté Neil Kinnock, le leader travailliste, a observé un silence inaccoutumé, laissant à Hattersley le rôle de mener la charge.

Les politiciens en seraient-ils à se poser des questions sur la profondeur de la colère populaire et à se dire qu'il est peut-être plus sage de ne pas trop recourir au bon vieux subterfuge de la calomnie ? C'est peut-être le cas.

UN DÉBUT ?

Il est impossible de dire si ces craintes sont vraiment fondées. Il semble néanmoins que les affrontements avec la police et les vitrines brisées des magasins luxueux n'aient guère provoqué d'indignation parmi les travailleurs, si ce n'est de l'indignation contre la violence des charges policières, dont ceux qui n'y étaient pas ont pu voir des images à la télévision.

Reste à savoir si la manifestation du 31 mars est susceptible de redonner confiance à une partie au moins de la classe ouvrière. Cela n'est pas impossible. Surtout si l'on en juge par les commentaires de certains jeunes ouvriers regrettant amèrement de ne pas avoir été de la «fête» le 31 mars.

Et puis il y a bien d'autres facteurs qui peuvent encourager les travailleurs à exprimer leur colère. Par exemple le fait que, depuis plus d'un mois maintenant, toute la presse discute ouvertement l'éventualité, voire la nécessité, pour Thatcher de laisser la place. Cette fragilité visible et nouvelle d'un gouvernement qui a semblé inamovible depuis des années, y compris face à des mouvements de l'ampleur de la grève des mineurs, peut donner le sentiment que, cette fois-ci, il y a peut-être moyen de remporter une victoire.

De toute évidence la direction du parti travailliste est consciente de cette possibilité et tient à ne pas se couper des travailleurs les plus en colère. C'est sans aucun doute ce qui a motivé sa neutralité de surface quant à la manifestation elle-même. Et puis le parti travailliste a d'autres armes dans ses mains. Après tout, les 30 députés de la gauche travailliste qui ont pris position contre le paiement du poll tax et que les organisateurs de la manifestation du 31 mars ont traités en héros, peuvent lui être bien utiles si le mouvement s'amplifie, non seulement pour laver le parti travailliste en tant que tel de tout soupçon de vouloir s'opposer à la colère populaire, mais aussi pour en prendre le contrôle et la canaliser.

Si tel était le cas, il faudrait alors aux travailleurs britanniques se trouver des dirigeants qui soient prêts à aller jusqu'au bout ; des dirigeants qui ne s'engagent pas piteusement, comme l'ont fait les organisateurs de la manifestation du 31 mars, à exclure de leurs rangs les fauteurs d'émeutes ; des dirigeants qui n'aient de loyauté ni envers le système, ni envers les appareils, fussent-ils travaillistes ou syndicaux. Alors la classe ouvrière britannique pourrait commencer à envisager comment regagner le terrain perdu depuis des années.

François ROULEAU

Révolte dans une prison de Manchester

POUR NE PAS ÊTRE "TRAITÉS COMME DES ANIMAUX"

La révolte des détenus de la prison de Strangeways, près de Manchester, est révélatrice d'un système carcéral et répressif en Grande-Bretagne, qui n'a rien à envier à celui de la France, où des incidents de ce genre sont périodiques, se généralisant même parfois à plusieurs établissements.

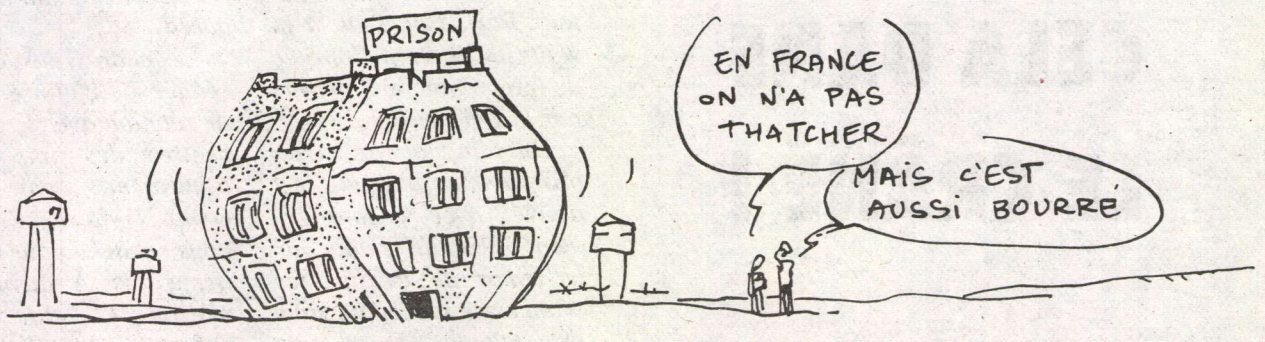
A Strangeways, une prison construite en 1868 pour 970 prisonniers, il y avait au moment de l'émeute 1640 détenus, dans des cellules sans toilettes, entassés par trois ou quatre 23 heures sur 24, et n'ayant droit qu'à une douche par semaine. «*Nous voulons être traités comme des hommes et non comme des animaux*» ! ont-ils crié aux journalistes.

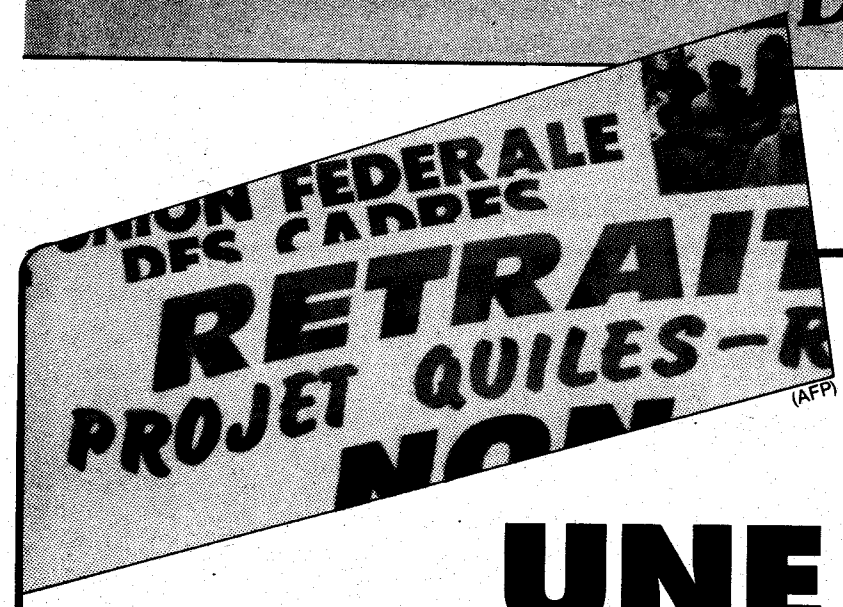
La presse à sensation a fait courir le bruit que les mutins avaient commis des atrocités sur des détenus : castrations, égorgements, pendaison... Les chiffres de 12 morts ont même été cités. Mais aucune preuve n'a été donnée. Les mutins sur le toit de la prison ont brandi des pancartes «*no dead*» (pas de mort), essayant de démentir ce qui semble être une campagne pour justifier aux yeux de l'opinion la répression brutale et sanglante à laquelle se préparent les autorités.

Car une fois encore, dans la Grande-Bretagne de Thatcher, comme dans la France de Mitterrand, c'est la seule réponse que l'on connaisse. La société produit une délinquance qui croît d'autant plus que la situation économique depuis des années se détériore pour la population la plus pauvre, lourdement touchée par le chômage et la baisse du niveau de vie. Et tout ce que les classes dirigeantes ont à offrir comme solution, c'est d'entasser de plus en plus de détenus dans des prisons de plus en plus vétustes, quitte de temps à autre à briser une révolte par une répression féroce.

C'est aussi ça, le «libéralisme», le capitalisme, dont on ne cesse de nous vanter les vertus et qu'on voudrait nous faire prendre pour l'idéal de toute société humaine.

L.G.





La grève du 3 avril

UNE JOURNÉE POUR "MARQUER LE COUP"

La journée du mardi 3 avril devait être un *"temps fort"* de l'action menée dans les PTT contre le projet Quilès de réforme de la Poste et des Télécoms par la CGT et le syndicat SUD ; notamment parce que la Fédération FO, contre le *"projet scélérat"* appelait également à la grève *"à partir du 3 avril"*. Rappelons que la Fédération CFDT, pour sa part, ne demande pas le retrait de ce projet. Elle le défend.

Il y a des mouvements de grève, en fait, depuis le 19 mars dans différents centres PTT. Ils ont été inégalement suivis, et sont restés minoritaires. Ce mardi 3, il semble que davantage de postiers aient suivi les appels syndicaux. A l'échelle nationale, il y aurait eu 56 600 grévistes selon l'administration, et 100 000 selon la CGT (sur un total de 445 000 agents des PTT), les meilleurs chiffres étant dans les grands centres. A cet égard, au centre de tri de Paris-Austerlitz, par exemple, le nombre des grévistes a tourné autour de 50% (en fonction des différentes brigades). C'est le chiffre d'une "bonne journée d'action" classique. Certains, en particulier en nuit, en sont à leur 4e, 5e, 6e... jour de grève, mais pour les autres, il s'agissait surtout de "marquer le coup" face au gouvernement, sans aucune détermination particulière pour continuer éventuellement. Les pourcentages et le climat sont analogues pour le centre de tri Paris-Montparnasse, ou celui d'Issy-les-Moulineaux tandis qu'au centre PLM-Gare de Lyon, les grévistes n'étaient que 153 sur 406 pendant la journée.

En ce qui concerne les Télécoms, sur l'ensemble des services groupés au centre de la rue des Archives (Paris 4e), par exemple, il y a eu 234 grévistes recensés et 614 travailleurs présents ce jour, soit un bon tiers. Dans les grands centres de Chèques postaux de Paris, en revanche, cette proportion n'a pas dépassé les 15/20%.

On ne peut donc visiblement pas parlé d'une mobilisation massive et enthousiaste des postiers dans la lutte contre le projet Quilès, même si la participation semble avoir été plus importante dans quelques centres de province.

Et cela surtout si on tient compte du fait que la CGT martèle depuis des semaines la nécessité de la *"grève générale"* pour obtenir le retrait du projet *"avant qu'il ne soit trop tard"*, dit-elle. La situation, selon elle, serait exceptionnelle et si le projet devait passer à l'Assemblée nationale où il doit en principe être discuté dans les semaines qui viennent, eh bien, les non-grévistes porteraient de lourdes responsabilités quant aux conséquences. Certains responsables CGT ne se privent pas d'user de ce genre d'arguments d'intimidation, ou d'arguments mensongers sur la prétendue *"montée en puissance"* de la grève, en donnant des pourcentages inexacts de grévistes pour tel ou tel autre centre.

La politique gouvernementale a en effet de quoi mécontenter et inquiéter les postiers (comme l'ensemble des travailleurs !). Le projet de Quilès prend de ce point de vue le relais de toute une série de projets qui se sont succédé depuis des années, avec la droite comme avec la gauche, et l'inspiration est la même : trouver les moyens pour mieux servir le patronat intéressé, en commandes, marchés, subventions, trouver les moyens de "rentabiliser". Et on sait ce que cela peut vouloir dire, pour les travailleurs en matière de compression des effectifs, d'accroissement du travail, voire de modulation des salaires en fonction du "mérite".

Ce ne sont effectivement pas les raisons d'entrer en lutte contre les attaques du gouvernement qui manquent, ne serait-ce, et d'abord, que sur le plan des salaires...

Mais si la CGT (à laquelle le SUD emboîte le pas) a fait du retrait du projet Quilès son cheval de bataille - comme les députés PC à l'Assemblée, où Lajoinie a donné le ton - ce n'est pas dans le souci de défendre réellement les travailleurs des PTT et de les mener à la victoire. Sa tactique en l'occurrence, basée sur le bluff et l'action "pour le communiqué", démontre son inefficacité, en tout cas du point de vue des travailleurs.

Les dirigeants CGT se satisfont sans doute de pouvoir apparaître comme l'"élément décisif" de cette mobilisation très relative (qu'ils qualifient, bien sûr, de *"puissant mouvement"*). Ils pourront faire état de la bonne participation et du dynamisme de la manifestation parisienne du 3 avril : 3 000 manifestants (dont 2 300 derrière la CGT), contre un millier le 21 mars, y ont trouvé l'occasion de scander *"Quilès, laisse tomber le rapport"*, ou *"Le statut, on s'est battu pour le gagner, on se battra pour le garder"*.

Il y a donc bien eu un "temps fort". La CGT (et le SUD) préconisent de reconduire l'agitation, dans le but, disent-ils, d'empêcher que l'Assemblée vote le projet ministériel. Dans l'état actuel, il ne paraît pas qu'ils doivent être beaucoup plus suivis (sinon peut-être même moins encore). Les travailleurs sont davantage dans l'attente qu'en colère, et il est bien difficile de les entraîner dans la grève générale d'en haut et sur ordre des appareils...

Correspondant LO

• Chèques Postaux Bourseul (Paris XV[e])

ET METTEZ-VOUS CELA DANS LE CRÂNE !

Quilès veut à tout prix faire passer sa réforme. Témoin le déploiement de propagande dont il nous abreuve depuis un an. Le sommet a été atteint, au centre de Chèques-Postaux Paris-Bourseul, à la veille du 3 avril, journée de "grève générale" *prévue par la CGT et FO.*

Un film non prévu au programme nous est arrivé, avec encouragement à tous de le voir, sur le temps de travail, les séances se succédant sans discontinuer. Dans une partie de l'immeuble, le chef a carrément fait circuler une télé sur roulettes. Dans chaque service, les employés étaient invités à cesser le travail pour faire cercle autour de l'appareil.

Les cadres, eux, avaient séance obligatoire, suivie de réunion avec le chef de centre, des fois qu'ils n'auraient pas tout compris dans ce qu'on nous rabâche pour la centième fois. A savoir : la maison PTT veille sur ses enfants. Et quand elle sera plus moderne et plus rentable, ce sera le bonheur pour tous.

En supplément, gratuit également, on leur a distribué une brochure contenant les diverses critiques syndicales à l'encontre du projet de loi, et les réponses-types à leur apporter.

A force d'être à ce point pris pour des imbéciles, les quelques partisans de la réforme risquent à leur tour de douter...

Correspondant LO

TROP INDIGESTE

Voyage en car, bons hôtels et grande bouffe à Amiens pour 600 chefs de la DRANI, la semaine dernière. Tout cela payé par l'administration.

Le ministère veut vraiment par tous les moyens faire avaler le projet Quilès.

Mais quels que soient les moyens que se donne Quilès, cela n'empêche pas que de nombreux inspecteurs, CTDIV, etc., vu leurs réactions au retour dans les services, pensent que ce projet est surtout une arnaque contre l'ensemble des postiers, chefs compris.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Tri PLM du 2 avril 1990.)

dans les PTT

• Chèques Postaux (Bordeaux)

DES EMPLOYÉS INQUIETS

Aux Chèques Postaux de Bordeaux, (2 000 employés regroupés sur les Chèques, la CNE et la Recette principale), la grève n'a démarré que lentement à partir de l'appel à la grève générale lancé par la CGT, le 19 mars. Le mardi 20, seul un noyau de militants était en grève (40 grévistes) qui a doublé le lendemain pour atteindre 130 grévistes vendredi.

L'appel à la grève générale, décidé d'en haut, ne correspondait pas au sentiment général, qui était, bien sûr, l'inquiétude face aux perspectives du rapport Quilès, mais le climat n'était pas à la lutte. Les pétitions pour la grève générale, que la CGT faisait circuler depuis plusieurs jours n'avaient d'ailleurs recueilli que 130 signatures.

Ce n'est qu'à l'issue d'une semaine de grève très minoritaire et volontariste du noyau CGT, qui cherchait à entraîner, que plus de 300 personnes se sont regroupées à l'assemblée générale appelée par la CGT, le vendredi 23 mars. La CGT s'était largement fait l'écho d'un appel régional de FO et d'un appel local de la CFDT pour le lundi et beaucoup d'employés venaient s'informer, sentant que, puisque les trois syndicats appelaient ensemble, le mouvement pouvait vraiment démarrer. De plus, les militants CGT expliquaient que la grève s'étendait, que partout le mouvement démarrait, bref que *«la pression montait»*, comme ils disaient.

Lundi 26, donc, à l'appel des trois syndicats, une centaine de grévistes étaient présents au piquet de grève, déterminés et entraînant les employés qui embauchaient, les appelant à se mettre en grève, et c'est à plus d'un millier que nous nous sommes retrouvés à manifester dans les rues de Bordeaux, avec 60 % de grévistes sur le Centre.

Mais dès le lendemain, la tendance était à la reprise. Sur les 150 grévistes qui continuaient, beaucoup n'y croyaient déjà plus et la journée du lundi leur apparaissait comme une occasion manquée, car mis à part la manifestation où les grévistes s'étaient retrouvés, aucun des syndicats n'avait pris la peine d'organiser d'assemblée générale pour discuter de la suite à donner au mouvement. Beaucoup se sentaient trompés par la CGT qui avait annoncé un vaste mouvement national alors que la grève n'avait été vraiment significative que dans quelques régions, dont la Gironde.

Mercredi, les militants grévistes de la CGT décidaient de reprendre, *«d'aller discuter, s'expliquer dans les services»*, et de préparer une nouvelle journée de grève mardi 3 avril, jour de l'appel national lancé par FO. Mais mardi, malgré 30 % de grévistes et environ 500 personnes à la manifestation, le cœur n'y était pas, et la CGT a décidé de la reprise pour le mercredi.

Les discussions continuent d'aller bon train sur l'avenir des PTT, la dégradation des conditions de travail et des salaires que le rapport Quilès nous prépare, mais dans l'immédiat, on ressent un certain climat de découragement.

Correspondant LO

La Grande Paroisse (Toulouse)

LE MÉCONTENTEMENT S'EXPRIME

Sur la plate-forme toulousaine où travaillent plus de 700 personnes employées par La Grande Paroisse, le mécontentement s'exprime dans différents secteurs.

En premier lieu, il y a grève depuis le 23 mars dans un atelier où travaillent 40 personnes, l'Acide nitrique. La revendication première est une réévaluation de coefficients. Malgré l'intransigeance de la direction, la grève a été reconduite jusqu'à maintenant, et est bien suivie, ce qui montre la détermination des grévistes.

Par ailleurs, 24 heures, puis 16 heures de grève ont eu lieu dans un autre atelier, l'Acide chlorydrique et dérivés. Parmi les revendications mises en avant se trouve la suppression des 7 jours en double qui s'ajoutent pendant les repos au roulement des postés. Il y a deux mois, un jour et demi de grève dans un atelier voisin, qui produit de la colle, avait permis, de fait, la suppression de ces jours en double pour les postés de l'atelier en question. Aussi cette revendication apparaît comme accessible.

Du côté des Services généraux techniques, deux assemblées générales ont rassemblé la majeure partie du personnel de l'Entretien et de la Maintenance. Des revendications ont été formulées qui portent en particulier sur une revalorisation des plus bas coefficients et une augmentation des effectifs. A l'Ammoniac, suite à une assemblée générale sur le secteur il y a un mois, la formation pour trois ouvriers afin qu'ils puissent accéder à un coefficient supérieur a été obtenue.

Mardi 3 avril, une assemblée générale s'est tenue aux Nitrates. Là aussi, des augmentations de coefficients sont réclamées... Un mécontentement général s'exprime, et plus particulièrement au travers des revendications de coefficients un mécontentement sur les salaires.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. _ B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

La grève de Radio-France

UN ÉTAT PATRON ... DE COMBAT !

Mardi 3 avril, le personnel gréviste de Radio-France, qui commençait son treizième jour de grève consécutif, devait en principe reprendre le travail sur la base du «pré-accord» signé au cours de la nuit du 2 au 3 entre les syndicats et la direction.

Les employés de Radio-France manifestent près du ministère de la Communication. (AFP)

Pourtant, la consultation à bulletin secret opérée la veille, lundi 2 avril avait donné un résultat favorable à la poursuite du mouvement : 576 pour, 491 contre (plus 81 nuls et abstentions).

«Il faut savoir gérer la fin d'un conflit», a déclaré le 3 avril le responsable CFDT, Michel Chapeau... Et, en effet, depuis le week-end en tout cas, il cherchait à mettre un terme à cette grève.

Si les responsables syndicaux semblent être parvenus à leurs fins, on conçoit que nombre de grévistes n'aient pas de quoi, eux, se satisfaire de ce qu'on leur a consenti. Ils réclamaient 500 F par mois pour tous. La moyenne d'entre eux obtiennent... 166 F : 2 000 F sur l'année (sous le nom de *«prime de modernisation»*, reconductible), au lieu de 6 000 F. Et encore, sur ces 2 000 F, il n'y en a que 1 600 au titre de l'augmentation réclamée, soit 133 F par mois. Le reste (400 F) n'est qu'un à-valoir ponctuel sur un projet d'*«intéressement aux résultats»* qui est encore à débattre.

C'étaient déjà là les offres faites par la direction le 2 avril, lors du vote reconduisant la grève pour le lendemain. La seule modification apportée dans les dernières heures a consisté à porter le total de l'augmentation à 3 000 F pour les 238 plus bas salaires de Radio-France. En prenant sur l'augmentation des plus gros salaires, et sans que la direction débourse un sou de plus...

Cette grève a été la plus longue que le service public de radio ait connue depuis l'éclatement de l'ORTF en 1974. Elle s'est distinguée aussi par le fait que, partie du personnel technique et administratif, elle a rallié l'ensemble des catégories, y compris les journalistes, les travailleurs du nettoyage, de l'entretien, etc. Mais derrière la direction de Radio-France, il y a les ministères de tutelle, il y a le gouvernement. Et, visiblement, celui-ci n'entend pas donner la moindre impression de céder face à ses salariés.

On peut dire que les organisations syndicales responsables se sont montrées consentantes à cette attitude. Le responsable CFDT, en tout cas, déclarait depuis plusieurs jours que les autorités étaient allées *«au bout»* de leurs propositions et qu'*«on n'obtiendra rien de plus que le plan financier»*. Lui et ses collègues trouveront peut-être une diversion pour faire passer la pilule, en remplaçant le terrain des revendications salariales par celui de ce qu'ils appellent le «malaise interne» : *«Il ne faut pas que ceux qui incarnent le passé restent en place»*...

Evidemment, il est plus facile – et c'est une tactique éprouvée – de procéder à des changements de personnes à la tête, que de céder substantiellement sur les salaires du personnel. Cela peut même donner quelque motif de satisfaction à une partie des mécontents. Et, surtout, ça ne mange pas de pain...

C. L.G.

SUPPRESSIONS DE POSTES

Caisse d'allocations familiales (Région parisienne)

Depuis plusieurs années, le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité mène une politique de suppressions de postes dans les organismes de Sécurité Sociale : 50 000 postes devraient être supprimés sur 180 000 employés.

A la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Paris, depuis 1984, 1 300 postes ont été supprimés, ramenant le nombre des employés de 6 100 à 4 776 pour 1990. C'est dans le cadre de cette politique que la direction générale de la CAF et les syndicats – sauf FO et la CGT – ont signé un second plan. Celui-ci vient d'être agréé par le ministère.

Ce plan prévoit une cessation anticipée d'activité pour les agents d'au moins 56 ans et deux mois, avec les «aides au départ» : les agents de plus de 50 ans peuvent bénéficier d'une «indemnité de départ» égale à 150 000 F (montant maximum 230 000 F) et du remboursement de leurs cotisations de Sécurité Sociale ; il prévoit aussi une aide à la création d'entreprise pour les plus jeunes. Ce plan a une durée d'au moins deux ans.

La direction de la CAF espère 200 départs la première année, et entre 150 et 200 l'année suivante. Et cela rien que pour les employés âgés de plus de 56 ans.

En fait, le ministère cherche à rapprocher les effectifs à Paris de ceux des CAF de province. (En province, il y a un employé pour 480 allocataires ; à Paris il y en a un pour 215).

LES RÉPERCUSSIONS DANS LES SERVICES ADMINISTRATIFS

Les services techniques (gestion des dossiers des familles) et ceux de l'Action sociale tournent sur la corde raide. C'est ainsi qu'il y a un an, lors de la mise en place du RMI (Revenu minimum d'insertion, géré par les CAF), la direction a proposé des heures supplémentaires (travail à domicile, travail le samedi...), pour résorber le retard provoqué par ces dossiers. Il n'y a pas si longtemps, à l'Unité de gestion (UG) Viala, les employés emportaient du courrier à ouvrir à la maison. A l'Action sociale de l'UG Pleyel, les assistantes sociales se sont réunies pour exiger que les agents en congé maternité soient remplacés.

Pour l'instant, nous ne savons pas qui et combien d'agents vont partir. Mais pour ceux qui vont rester, une petite inquiétude naît. Chacun sent bien que ses conditions de travail vont se dégrader encore davantage. Le rythme de travail dans les services techniques est de plus en plus soutenu.

La direction, de son côté, développe les procédures informatiques. Dans plusieurs centres, un terminal par agent a été installé, ce qui augmente la productivité de chacun.

A la rentrée, un nouveau système va être mis en place, le «temps réel». Là également, le traitement des dossiers va s'accélérer.

Ce qui est certainement un progrès pour les allocataires qui attendront moins longtemps leurs paiements. Mais, du côté des employés, le travail ne va pas cesser d'augmenter, surtout si une nouvelle prestation venait à être créée.

La direction explique que *«le plan social ainsi que la départementalisation des services centraux devraient permettre de poursuivre l'effort en matière de compression des coûts...»*. Eh bien, à force de supprimer des postes dans tous les services, ladite direction risque fort de se retrouver seule avec les dossiers à gérer...

Correspondant LO

L'accident de Paris-Austerlitz

TOUJOURS L'INSÉCURITÉ

On ne connaît pas encore dans le détail tous les éléments concernant l'accident de la Gare d'Austerlitz à Paris, où une rame à vide est montée sur les quais ; mais on en sait assez pour pouvoir juger la SNCF sur pièces.

La rame en question n'a provoqué qu'un blessé léger, le cheminot qui assurait la manœuvre, le «nicoteur». La rame était poussée par la motrice située en arrière, et le conducteur ne pouvait donc qu'agir sur ordre du nicoteur, situé sur le fourgon en avant. Or à quelques dizaines de mètres du bout du quai, le nicoteur a réalisé qu'il n'était pas entendu par la radio par le conducteur, qui se trouvait à 15 voitures de là. Il a actionné le nicot, une commande de frein à sa disposition pour cette manœuvre : le nicot ne fonctionnait pas ! C'est finalement en tirant un signal d'alarme qu'il parvint à faire baisser la vitesse du convoi à 8 km/h lors du choc.

Sur le papier, pendant ce genre de manœuvre, le nicoteur envoie un signal régulier, le bip-bip, et le conducteur peut freiner immédiatement dès qu'il cesse de recevoir ce signal. Mais pour des raisons, paraît-il, d'encombrement de fréquences, il arrive souvent que plusieurs machines en manœuvre soient sur la même fréquence, et cela interdit l'utilisation du bip-bip. C'est donc quand il y en aurait le plus besoin qu'il y a moins de sécurité... Quant au nicot, c'est devenu une habitude-maison : plusieurs s'étaient avérés défectueux lors de la seule semaine précédente.

C'est tout le travail de préparation des trains, qui s'effectue sur le chantier de Paris-Massena, qui se fait dans des conditions où l'entretien du matériel (nicot, radio, etc.) est négligé, avec un manque d'effectifs chronique – le nicoteur était pris sur la réserve – et dans l'insécurité.

Sur le réseau Sud-Ouest, c'est au moins le troisième accident de ce genre en moins d'un mois. A Hendaye, un train de marchandises a percuté une rame voyageurs heureusement vide. A Orléans, une navette voyageurs est montée sur un butoir.

Dans la presse, le directeur de la SNCF a fait une large publicité sur les nouveaux investissements décidés par la SNCF pour les années à venir. Mais tous les cheminots le savent pour le voir sur leur secteur, l'argent ne va qu'aux constructions de lignes nouvelles, comme le TGV. Sur le réseau existant, la pénurie en matériel et en effectifs reste la règle. Et l'insécurité avec.

Correspondant LO

Sncf

Ph. Arc

Paris Gare de Lyon

Les cheminots disent non aux suppressions de postes

A Paris – Gare de Lyon, vendredi 30 mars, l'annonce de la suppression de deux postes au service des recettes fut immédiatement suivie d'effet : déjà peu nombreux aux guichets de la Salle des fresques de la Gare de Lyon, les cheminots n'entendaient pas accepter paisiblement cette décision. Le temps de se consulter mutuellement, de tirer les rideaux qui ferment les guichets, et la dizaine d'employés des Recettes partaient en débrayage rejoindre ceux de la Réservation, mis au courant et prêts à débrayer, eux aussi, en solidarité. Bref, en quelques heures, nous nous retrouvions à une cinquantaine, mobilisés et décidés à aller demander des explications à la direction.

Rejoints en cours de route par les représentants de la CGT, nous avons pu interpeller ces cadres de la SNCF qui pensent pouvoir se débarrasser de nous, peu à peu et sans douleur, au profit des «Dagobert» , ces machines électroniques qui fleurissent un peu partout dans la gare. L'affaire n'est pas si simple, nous avons tenu à le dire. Et si la direction ne s'est engagée sur rien à l'issue de ce débrayage (qui ne sera pas retenu sur nos payes, quand même), elle a en tout cas dû prendre conscience que nous étions alertés. Et elle devra d'autant plus tenir compte de notre mécontentement que celui-ci est partagé, en ce moment, par bien d'autres catégories de travailleurs, cheminots ou autres, travaillant tous pour la SNCF.

Ainsi, pour ne parler que de la gare elle-même, depuis le 2 avril, une cinquantaine de travailleurs du service de nettoyage de la gare se sont mis en grève à l'appel de la CGT, contre les nouvelles suppressions de postes envisagées par leur employeur, l'USP, à qui la SNCF sous-traite le nettoyage. Si ces suppressions étaient effectives, elles laisseraient seulement deux travailleurs pour nettoyer l'immense salle souterraine d'accueil TGV ! Un exemple, soit dit en passant, du soin apporté par l'USP, mais surtout par la SNCF qui recourt à ses services, à la propreté des locaux, fréquentés par les voyageurs comme par les cheminots...

Il est clair qu'en ce moment, si les patrons entendent attaquer nos conditions de travail comme nos emplois, ils tomberont sur un os si nous restons mobilisés.

Correspondant LO

Villeurbanne

Stationnement payant, il y a de l'abus !

DES EMPLOYÉS QUI NE VEULENT PAS PAYER... POUR TRAVAILLER !

Avant 1987, la place centrale de Villeurbanne était en stationnement gratuit sauf les matins de marché. Mais la municipalité (Hernu à l'époque) en collaboration avec la direction des PTT et la Communauté Urbaine de Lyon, ayant entrepris la rénovation d'une partie du quartier, généralisait du même coup le stationnement payant.

C'était donc la population et les employés du centre ville qui allaient faire les frais de l'opération, car le tarif mensuel minimum du stationnement s'élève à 200 F. Dès le mois d'août 1987, un premier mouvement de protestation des employés municipaux fit reculer la municipalité. Une tolérance de fait fut établie : employés municipaux et des PTT eurent le droit de garer leur véhicule sans péage.

Cette situation a subitement cessé au début du mois de mars 1990. On a assisté à une nouvelle offensive de la police municipale qui s'est mise à verbaliser systématiquement ceux qui ne payaient pas, qu'ils soient ou non employés d'un des services du centre ville. Pour organiser la protestation, un Comité des Employés du Centre Ville s'est constitué. Celui-ci réunit des employés municipaux, des employés des Postes et des Télécommunications, de la Sécurité Sociale et même d'une agence de la BNP. A son initiative une pétition a commencé à circuler dans les différents secteurs concernés. Elle rencontre évidemment un bon accueil parmi les employés, même si, en mairie, certains syndicalistes de la CGT ou de la CFDT, liés à la municipalité PS-PC, n'y sont guère favorables. En attendant, un peu plus de 320 signatures ont été collectées.

C'est clair, les employés du centre de la ville de Villeurbanne ne veulent pas payer pour travailler. Ils sont bien décidés à faire reculer la municipalité.

Correspondant LO

Citroën (Aulnay-sous-Bois)

La direction de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois vient d'annoncer un nouveau plan «social», entendez plan de licenciements. Elle annonce en effet – alors que la production tourne à tout-va – un «sureffectif» de 900 ouvriers... sur un effectif global de 4 500 ouvriers professionnels et non-professionnels. Ce n'est plus, comme en 1984, un sureffectif «conjoncturel» avec des licenciements secs, non : chacun des ouvriers qu'elle projette de licencier devra être remplacé immédiatement par un nouvel embauché, plus jeune et plus qualifié, *«plus adaptable»* selon son jargon.

En fait, la direction souhaite se débarrasser d'une partie des ouvriers non-qualifiés (en-dessous du coefficient 180, c'est-à-dire les OS) qu'elle définit comme pas *«adaptables»* parce qu'illettrés et surtout trop vieux.

Il s'agit pour l'instant de départs au *«strict volontariat»*. Elle propose donc différentes modalités : un système dit de «pré-retraite», en fait de licenciements en FNE pour les ouvriers ayant 56 ans et deux mois... Ils seraient 395 dans ce cas... Pour les autres, ce serait l'aide au retour classique, le renvoi au pays en échange d'une somme de 70 000 à 80 000 F maxi, ou encore un système de «rente» au pays pour les travailleurs âgés de 47,5 ans et plus, et ayant au moins 15 ans d'ancienneté. Les futurs «rentiers» seraient gratifiés d'un salaire équivalent à celui d'un ouvrier professionnel au pays (le pays de référence étant le Maroc), et la direction se garde bien d'en préciser le montant exact, le mot de «rente» est tellement plus flatteur ! Dans sa panoplie «sociale», il y a aussi les inévitables «congés-conversion» de 6 mois...

Comme la direction l'annonce crûment, avec un tas de statistiques à la clé, les OS de Citroën ont deux défauts : premièrement, ils sont trop vieux... (en 1992, 50% des ouvriers auront plus de 50 ans) et deuxièmement, ils sont... d'origine étrangère : *«40% de la population ouvrière non-professionnelle d'origine étrangère a des difficultés d'évolution liées à l'analphabétisme»*.

En 1973, quand Citroën ouvrit l'usine d'Aulnay, son service du personnel alla chercher ses ouvriers précisément jusque dans les coins les plus reculés du Maghreb, d'Afrique ou de Turquie... comptant bien trouver là – précisément parce qu'il s'agissait d'étrangers le plus souvent analphabètes et sans traditions ouvrières – un personnel jugé plus docile ou du moins plus facile à exploiter. Mais les circonstances ont changé. Citroën n'a pas appris à lire aux analphabètes, les heures de formation n'étaient pas pour eux, mais réservées en priorité à ses techniciens. Seulement les OS ont appris à lire leur feuille de paie et à lutter contre l'exploitation. Par les grèves en 1982, les OS immigrés ont montré qu'ils n'étaient décidément plus des «esclaves». Et puis, ils ont vieilli, comme la direction le dit : 3 000 ont plus de quinze ans d'ancienneté, et comme la direction le dit non sans cynisme : *«les incapacités partielles croissent avec l'âge»*. Autrement dit, il lui faut remplacer les anciens, usés par des années d'exploitation en chaîne et en horaires décalés, par du sang neuf, des ouvriers professionnels, jeunes, français, prêts à aller s'user à leur tour sur les chaînes de fabrication du nouveau modèle que l'usine doit mettre en route.

La nouvelle a été accueillie par des réactions de méfiance quasi unanimes chez les OS. Même la dite «pré-retraite» est regardée avec suspicion, car les ouvriers savent qu'il s'agit d'abord d'un licenciement. Et ils savent, pour avoir connu le précédent plan de licenciement, que tout n'est pas aussi rose que la direction le prétend, surtout qu'elle refuse de donner ses explications, clairement, par écrit à tous. En effet, la direction espère et souhaite que les ouvriers viendront ainsi aux renseignements individuellement. Car comme les licenciements doivent être «volontaires», la direction compte sur les convocations individuelles, les entrevues avec deux ou trois cadres pour faire craquer les plus faibles, un à un. Mais pour l'instant cela ne marche pas. Seuls des ouvriers professionnels âgés et français râlent parce qu'ils sont exclus du plan, car trop qualifiés et jugés encore bons pour l'exploitation.

Et puis, chez les immigrés, la réaction contre le retour est unanime... *«Pas question de vendre ses papiers»*, *«Mieux vaut encore un licenciement»*, sont les réflexions les plus courantes. Pour les OS immigrés, ce plan anti-vieux est d'abord un plan anti-immigrés.

La direction s'est donné un an pour parvenir à ses fins. Elle a déjà l'aval du gouvernement. Elle compte aussi sur l'annonce de ce plan pour démoraliser certains travailleurs, écœurés de se voir ainsi jeter à la rue, après 15 ou 20 ans d'exploitation... Mais si elle insiste trop, elle pourrait bien rencontrer aussi, outre la méfiance, ... la colère.

Correspondant LO

LA HONTE

Dans les poissons d'avril, il y a l'augmentation du SMIC à dater du 1er de ce mois. Les prix ayant officiellement augmenté de 2% depuis la dernière révision, il sera rajusté de 2%, soit environ 100 F de plus par mois, et il passera à 5 155 F. Soit un peu plus de 4 000 F après les déductions sociales. Un minimum pas vraiment vital, d'autant moins supportable que les bénéfices des entreprises atteignent de nouveaux sommets.

Renault (Billancourt)

LA RÉGIE JOUE AU PONT !

La direction de la Régie Renault a annoncé que le Centre Industriel de Billancourt ferait les ponts du 1er et 24 mai. Comme le disent les affiches de la direction : *«1 franc c'est 1 franc»*. Aussi, elle nous fait récupérer ces ponts 15 minutes par jour, jusqu'au 26 juin, pour ceux qui ont des horaires en normale, et deux samedis travaillés pour ceux qui sont en équipe.

La direction envisage de renouveler l'opération pour les ponts de Noël et du jour de l'An : en récupérant 15 minutes par jour dès le 3 septembre, juste le jour de la reprise du travail, jusqu'à la fin décembre 1990.

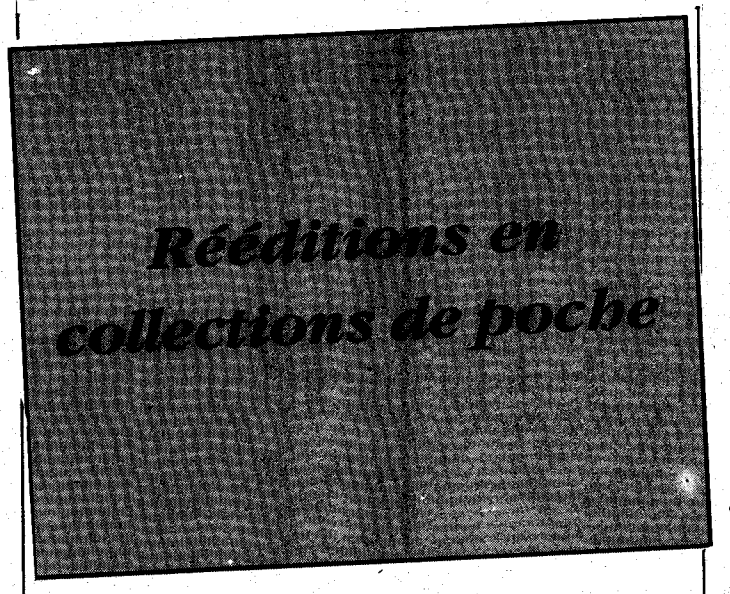
Comme si l'annonce de la fermeture de l'usine en 1992 n'existait pas ! Le 2 avril, la cadence de la production des voitures a diminué de 50 voitures par jour et, en juillet, les travailleurs des chaînes passent des horaires en équipes à la normale.

Les travailleurs produisent moins de voitures, l'usine ferme dans deux ans, mais qu'importe pour la direction : nous faire récupérer, c'est un principe sacré !

C'EST DUR D'ÊTRE RICHE

Voilà qui est intéressant pour les smicards et les bas salaires : le prix de l'or baisse ! Non, ça ne va pas devenir la misère pour les riches, c'est le contraire : l'or baisse parce que les taux d'intérêts montent, parce que les placements financiers rapportent de plus en plus. Alors on fait moins d'argent en achetant et en vendant de l'or, qu'en achetant et vendant des bouts de papier.

Pas de précipitation donc, inutile de faire des collectes pour aller faire manger les possédants aux «Restos du Cœur».



"FILLE DE BURGER"

de Nadine Gordimer

Au travers de l'itinéraire de Rosemarie Burger, fille d'un médecin sud-africain blanc, membre du Parti Communiste et militant contre l'Apartheid, l'auteur de ce roman fait comprendre certains aspects de l'Afrique du Sud avant 1978.

La situation est vue du côté des Blancs, mais de ceux qui ne supportent pas l'Apartheid. Ces gens-là savent et trouvent naturel que, parce qu'ils luttent contre l'Apartheid, des conditions de vie difficiles les attendent certainement ; la prison presque sûrement, et la mort peut-être.

Rosemarie a été élevée dans cette ambiance ; ses parents ont fait d'elle, dans son enfance et sa jeunesse, l'équivalent de nos «porteurs de valise» pendant la guerre d'Algérie. Après la mort en prison de son père, elle essaye de rompre avec la tradition familiale et de mener une vie ordinaire, voire de s'exiler. Elle finit pourtant par revenir en Afrique du Sud et par se retrouver en prison, simplement parce qu'elle est la fille d'un militant connu et qu'elle n'a pas renié ses idées, ou plutôt qu'elle a retrouvé et fait siennes ses convictions, plutôt humanistes que politiques d'ailleurs.

Autour de Rosemarie Burger gravite un milieu de Blancs et de Noirs. Au travers de leur vie - prison, bannissement, liberté surveillée - et de leurs idées, qu'ils soient proches de l'ANC ou, plus tard, attirés par la «Conscience Noire», Nadine Gordimer donne une idée de l'évolution de l'Afrique du Sud de la Seconde Guerre mondiale à 1978.

L'auteur fait, bien que de manière nuancée, l'histoire et l'apologie de l'ANC ; cela occupe de longues pages de son roman. Malgré cela *Fille de Burger* fait partie de ces romans qui permettent de comprendre ce que pouvait être, ce que peut être encore, l'Afrique du Sud de l'Apartheid.

S.F.

Fille de Burger *de Nadine Gordimer, Livre de Poche, 571 pages.*

"LA NUIT AFRICAINE"

d'Olive Schreiner

Ce roman, écrit à la fin du siècle dernier et publié pour la première fois en 1883 à Londres, est l'œuvre d'une jeune femme qui avait vécu et grandi jusque-là dans la brousse d'Afrique du Sud. Il nous plonge dans un univers clos : celui d'une ferme isolée au cœur du veld, tenue par une veuve boer, autoritaire, fruste et goulue, femme dénuée de toute générosité. Trois enfants, deux cousines, sous la tutelle de la patronne, et un jeune garçon n'acceptent pas la vie dure, étriquée, violente qui leur est faite.

Lors de sa publication, il y a plus d'un siècle, ce roman fit scandale dans l'Angleterre victorienne et pudibonde. Rendre attachants des jeunes gens qui se révoltent contre un milieu pétri de préjugés et de superstitions, qui perdent la foi, une jeune femme qui veut un enfant mais refuse le mariage, tout cela n'était pas de mise, pas plus en Afrique du Sud, dans le monde des petits Blancs arriérés, que chez les bourgeois cossus et bien-pensants d'Europe.

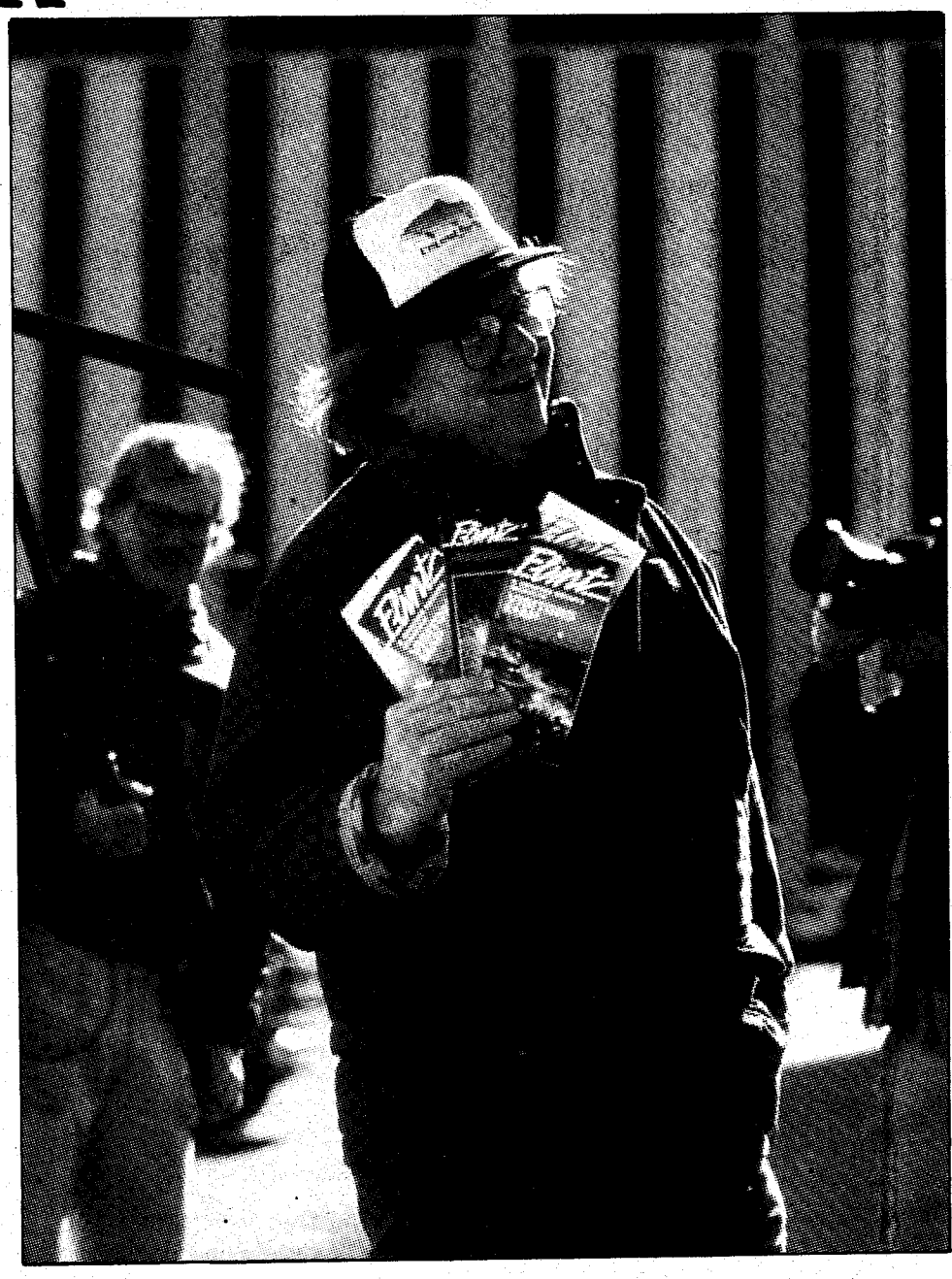
Un roman qui peut déconcerter par sa forme violente, par le romantisme des personnages, entiers, passionnés, mais qui précisément touchent le lecteur d'aujourd'hui, par la fraîcheur de leurs sentiments et la force de la révolte qui les anime.

D. C.

La nuit africaine d'*Olive Schreiner, Ed. Presses Pocket, 345 pages.*

"ROGER ET MOI"

de Michaël Moore



Voilà un film dont le sujet sort de l'ordinaire des sujets abordés au cinéma : il s'agit des 30 000 travailleurs laissés sur le carreau par General Motors, dans «sa» ville de Flint, dans le Michigan, aux Etats-Unis, la firme ayant décidé de transférer la production au Mexique. (On voit pourquoi...).

C'est un documentaire, un reportage, mais c'est aussi un féroce pamphlet contre les méfaits de la libre entreprise capitaliste et l'égoïsme des bourgeois.

Le réalisateur, qui se met directement en scène, entreprend de débusquer Roger : c'est-à-dire Roger B. Smith, PDG de General Motors. Il prétend vouloir l'amener lui-même constater à Flint les conséquences de ses décisions. Inutile de dire que ce sera en vain. Mais en attendant, on peut voir les usines qui ferment, les rues désolées, les boutiques fermées, les maisons abandonnées, la criminalité qui augmente au point qu'il a fallu construire une prison toute neuve, où on trouve des anciens de la GM des deux côtés de la barrière, prisonniers ou geôliers, l'adjoint au shérif qui expulse des familles désespérées réduites à partir sur les routes...

Flint est la ville natale de Michaël Moore ; son père y fut ouvrier pendant 33 ans. Lui-même devenu une sorte de journaliste marginal, sans travail (pour cause, paraît-il, d'«*ouvriérisme*» et de sympathies pour les Sandinistes), c'est avec une rage évidente qu'il s'est lancé dans ce film avec les (maigres) moyens du bord. Le rythme en est ultra-rapide, il ne fait pas dans le mélo, mais dans la dérision. En particulier lorsqu'il montre les riches, leurs terrains de golf, leurs garden-parties, leurs belles demeures, leur extraordinaire bonne conscience. (Le chômage sera résolu, dit l'un de ces personnages, le jour où les gens *«se lèveront le matin pour faire quelque chose»).* Un des clous est fourni par la soirée d'inauguration de la nouvelle prison : les bourgeois, plus ou moins grands, peuvent y passer une nuit en payant - pour la bienfaisance...

Les autorités de la ville ont leurs méthodes pour affronter les problèmes : mais si, Flint peut devenir une ville touristique ! On organise des parades, l'élection de Miss Michigan, la venue de vedettes de la chanson et de la télévision qui débitent leurs âneries. C'est sinistre.

Un certain nombre de journalistes américains ont, paraît-il, reproché à l'auteur sa *«mauvaise foi»,* sa *«manipulation»* des faits. Par exemple parce que le film laisse entendre que les 30 000 licenciements auraient été opérés d'un seul coup alors qu'en fait ils ont été étalés dans le temps. Mais si la chronologie n'est pas toujours respectée, s'il s'agit d'un montage d'images, cocasse ou révoltant, les sentiments d'amertume et de colère des chômeurs et de leurs familles ne sont sans doute pas trahis, eux. Et c'est bien autre chose.

On n'a que faire de la pseudo-objectivité qui aurait consisté à écouter gravement les capitalistes responsables de la GM expliquer les bonnes raisons sonnantes et trébuchantes de leur choix de gestion ! Et il est bien salutaire au contraire, par les temps qui courent, de voir une dénonciation ardente, souvent drôle, du capitalisme dans ses œuvres.

Christiane LE GUERN

Japon

LA BOURSE DE TOKYO CHUTE, LE YEN FAIBLIT : OÙ EST LE MIRACLE ?

La Bourse de Tokyo.

Birmingham/Gamma

Le yen continue de perdre des points par rapport au dollar. Dans le même temps la Bourse de Tokyo subit une chute que les spécialistes qualifient d'historique – encore qu'il faille se méfier de l'utilisation un peu trop systématique de ce qualificatif. Au Japon même, un certain nombre de commentateurs spécialisés expliquent que ces phénomènes restent purement conjoncturels et localisés, sans grand rapport avec le marché financier international, et sans conséquence notable sur les relations économiques mondiales. Il s'agirait d'un simple réajustement technique, du dégonflement de la bulle spéculative, c'est-à-dire d'un retour de la valeur des actions, jusqu'à présent anormalement élevée du fait de la spéculation, à un cours plus conforme à la réalité ; des situations qu'ont connues il y a quelque temps les Bourses des pays occidentaux, et qui se produiraient au Japon avec un décalage.

Peut-être ! Mais quoi qu'il en soit, ces faits viennent relativiser l'image quelque peu idéalisée de l'essor d'un capitalisme japonais dictant de plus en plus sa loi au marché mondial, tant au plan industriel que financier ou boursier. Ils constituent des péripéties de cette guerre économique qui oppose, entre elles, les puissances impérialistes, leurs groupes financiers et industriels. Une guerre de tous les instants dont les effets se manifestent au travers des variations des taux de change des monnaies, au travers des fluctuations des indices de la Bourse : le «Dow Jones» à New York, le «Cac-40» à Paris, le «Nikei» au Japon.

Un exemple de cet affrontement et de la forme qu'il peut prendre nous est donné par les négociations qui se déroulent en ce moment entre les Etats-Unis et le Japon concernant les obstacles structurels qui s'opposent aux échanges économiques entre ces deux pays. Car, c'est bien connu, il n'y a pas que les barrières douanières pour entraver l'entrée sur un marché des marchandises de la puissance rivale.

Les négociateurs américains réclament que le gouvernement japonais modernise son réseau de distribution commercial, constitué actuellement d'une multitude de petits commerces. Exigence à première vue surprenante, car le rapport entre une telle demande et les échanges économiques entre les Etats-Unis et le Japon ne semble pas évident. Et pourtant il y en a un. Car c'est au travers de la pression qui s'exerce sur ces centaines de milliers de petits commerçants que le gouvernement japonais et les trusts peuvent limiter la présence de marchandises américaines, tout en respectant, sur un plan formel, les conventions commerciales entre les Etats. Il semble que sur cette question les autorités japonaises s'apprêtent à faire des concessions. Pourquoi ? Tout simplement parce que les Américains menacent de prendre des mesures de rétorsion nuisibles aux activités des banques et des industriels japonais, à la vente de leurs produits et aux rapports de leurs capitaux.

Ainsi, derrière les mouvements de yoyo des Bourses, se jouent en fait des épisodes d'une partie de bras de fer entre grandes puissances impérialistes.

J.-P. VIAL

Italie

24 MORTS SUR LES CHANTIERS DU «MONDIALE»

Un des chantiers du «Mondiale».

Gamma

Depuis cinq ans, la préparation de la Coupe du monde de football, qui doit se dérouler à partir du 8 juin prochain en Italie, a coûté 25 milliards de francs, soit cinq fois plus que ce qui était prévu au départ. Mais surtout, elle a coûté 677 accidents du travail dont 24 mortels. Tel est le bilan.

En fait, ces morts ont été causées par le mépris des règles de sécurité allant de pair avec la gabegie, le gâchis, le retard accumulé sur les chantiers de construction et d'aménagement des équipements nécessaires à la compétition mondiale. Les ambitieux chantiers en question doivent être finis vite, très vite, et peu importe les risques que l'on fait ainsi prendre aux ouvriers qui y travaillent. Très officiellement, on reconnaît que du taux moyen de 0,23% d'accidents mortels ayant lieu sur les chantiers du bâtiment italiens, on est passé à 3,29% depuis le démarrage de ceux du «Mondiale» ! Les travaux ne seront d'ailleurs pas finis pour autant. Mais la pression continue, voire s'accentue, pour que le travail avance, pour que la plus grande part soit terminée, à tout prix. *«Sauf miracle, un dixième des 148 chantiers en cours ne pourront être terminés avant la date du 8 juin»*, déclarait le ministre des Zones urbaines. D'autres sont même carrément abandonnés. Mais ça ne fait rien, tout continue comme si... alors que la vingt-quatrième victime vient de mourir à Turin.

Dans le même temps, les milliards en jeu se sont envolés au fil d'avatars divers : malversations multiples dans le choix des entreprises pour qui le «Mondiale» signifiait pactole, et tant pis pour le déroulement des travaux ; oublis concernant par exemple la mise en œuvre de techniques destinées à assurer la sécurité des spectateurs ; pots-de-vin pour obtenir les chantiers ; grands projets comme par exemple les dizaines de kilomètres de métro rapide annoncés pour Palerme et Naples, puis abandonnés non sans avoir englouti des sommes folles, etc. Tout le monde, ou plutôt tous les affairistes véreux sans oublier la Mafia, s'est servi sur les fonds de l'Etat à cette occasion. Tout le monde, sauf les ouvriers blessés ou morts sur les chantiers, sauf peut-être aussi les futurs «tifosi» et autres spectateurs. Comme il n'y a pas de «miracle», ce seront eux aussi, bien sûr, qui paieront la désorganisation des préparatifs, l'insuffisance des parkings, les chantiers non terminés et l'insécurité qui va avec...

L.P.

RFA-RDA

DES PROMESSES DÉMONÉTISÉES

Avant les élections en RDA le chancelier Kohl avait laissé entendre que la réunification monétaire entre le Mark de l'Ouest et celui de l'Est se ferait à parité, sur la base d'un contre un.

On a appris que la Bundesbank prévoit que l'échange se ferait sur la base d'un Deutsche Mark contre deux Mark-Est. A l'exception des comptes d'épargne que chaque Allemand de l'Est pourrait changer au taux de un contre un, jusqu'à concurrence de 2 000 Mark.

Pour l'instant, ce n'est qu'un projet. Les choses peuvent changer un certain nombre de fois encore. Mais Kohl s'est bien gardé de démentir les propos des dirigeants de la banque centrale ouest-allemande.

Il est vrai que, l'échéance des élections en RDA passée, il lui faut maintenant affronter celle de RFA, en décembre prochain. Et ce qui pouvait aider à une argumentation racoleuse à l'égard des électeurs est-allemands peut jouer à l'inverse auprès de ceux de l'Ouest, qui peuvent, comme contribuables ou par l'inflation, craindre qu'on leur demande, à eux, de payer les frais de cette réunification.

Les promesses de ces politiciens ne valent pas cher ; qu'on les évalue en Mark, de l'Ouest, de l'Est, en francs, en lires, en yens, en dollars ou même en Ecus.

utte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995